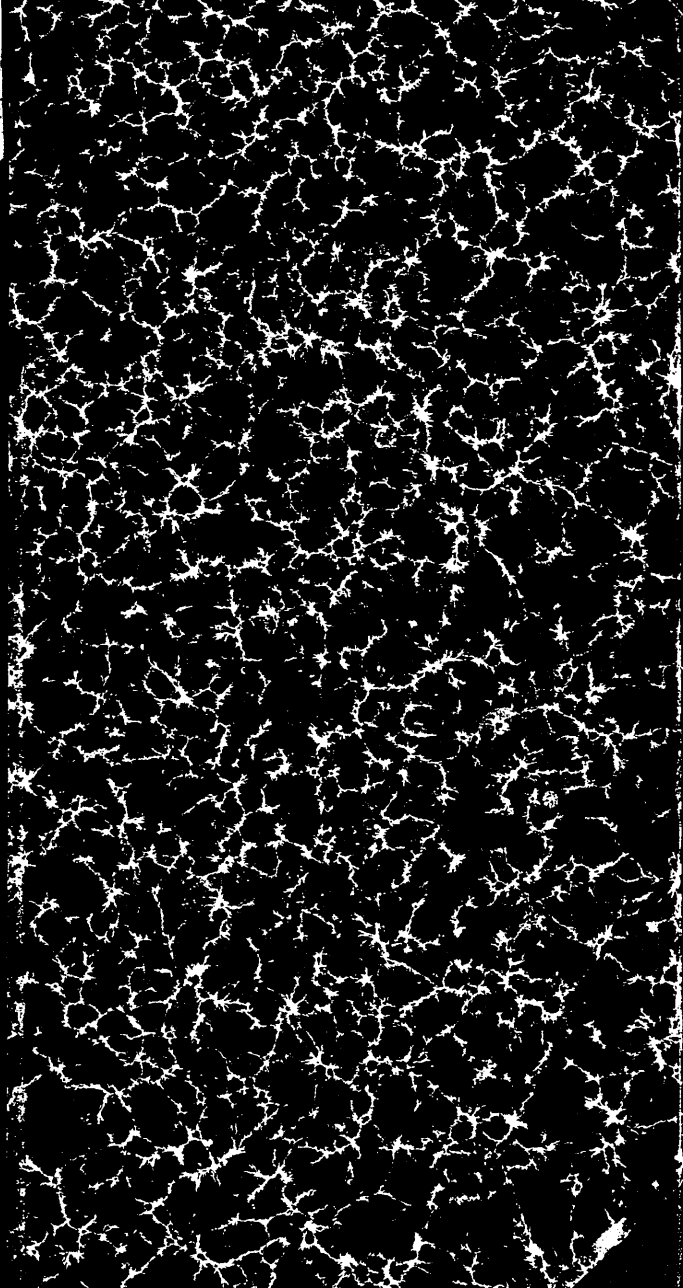


B X

1530

B4



741st.

The University of Chicago
Libraries



Abbé BEAUPIN

Les
Catholiques Français
et
l'Après-Guerre



BLOUD & GAY

ÉDITEURS

PARIS

3, Rue Garancière



BARCELONE

Calle del Bruch, 35

1918

Tous droits réservés



Dep 38388

LES CATHOLIQUES FRANÇAIS

et

L'APRÈS-GUERRE

Ouvrages du même Auteur

LIBRAIRIE BLOUD ET GAY

<i>Les idées morales d'Homère</i> , collection Science et Religion (490), 1 vol. in-16.	0.60
<i>Les Jardins d'Enfants et le Problème de l'Education</i> , collection Science et Religion (690) 1 vol. in-16.	0.60
<i>L'Education sociale et les Cercles d'études</i> , collection des Etudes de Morale et de Sociologie, 1 vol. in-16, 3 ^e édition.	3.00
<i>Les Catholiques et la Lutte antialcoolique</i> , 7 ^{ème} mille (brochure de propagande)	0.20
<i>Mois de Marie pour le temps de la Guerre</i> , à l'usage des fidèles et des soldats (8 ^{ème} mille).	2.40
<i>Les Leçons de la Guerre</i> , paroles catholiques et françaises (3 ^{ème} édition).	1.50

LIBRAIRIE LETHIELLEUX

Pour être Apôtre, in-12 écu (14^{ème} édition).
Au seuil de la Jeunesse, in-12 écu (9^{ème} édition).
A travers la Vie, silhouettes et croquis, in-12 (3^e éd.).

LIBRAIRIE DUVIVIER

108, rue de Guisnes. Tourcoing (Nord)

Contes pour les Jeunes, 1 vol. in-16.

IMPRIMERIE DE LA VICOMTÉ

75, rue de la Vicomté. Rouen (S.-I.)

L'Institutrice catholique dans l'Enseignement libre.
 Entretiens de retraite. 1 vol. in-16.

Eugène
Abbé BEAUPIN

Les
Catholiques Français
et
l'Après-Guerre



BLOUD & GAY

Editeurs

PARIS, 3, Rue Garancière
Calle del Bruch, 35, BARCELONE

1918

Tous droits réservés

171230

B4

NIHIL OBSTAT:

10 février 1918.

P. JULLIEN,
Censor deputatus.

IMPRIMATUR:

15 février 1918.

SAUDEUR,
Vic. gén.

696705

AVANT-PROPOS

La guerre a donné naissance à une abondante littérature. Parmi les écrivains, ceux-ci l'ont étudiée dans ses causes, ceux-là se sont appliqués à la décrire. D'autres, enfin, cherchent déjà à démêler ce que nous devons entreprendre dès aujourd'hui et ce que nous aurons à faire demain, pour tirer profit de la victoire. Ces derniers ont envisagé cette question soit au point de vue de notre défense contre le germanisme, dans le domaine intellectuel, soit au point de vue de la conquête économique que nous sommes appelés à poursuivre, pour acquérir avec nos alliés une durable maîtrise commerciale et industrielle (1).

1. Cf. le livre de M. Léon Daudet, *Mesures d'après guerre* Paris, Nouvelle librairie nationale, et les articles de M. Biard d'Aunet, dans le *Correspondant*, qui ont été réunis en volume sous ce titre : *Pour remettre de l'ordre dans la maison*, Paris, Payot, avec une préface de M. Étienne Lamy, de l'Académie française.

N'y aurait-il pas intérêt, pour les catholiques français, à tenter présentement un examen semblable, s'appliquant aux problèmes d'action religieuse et morale qui leur sont propres ? Que pouvons-nous faire, immédiatement, pour être à même de coopérer, l'heure venue, au relèvement de la Patrie et de travailler au bien de l'Eglise de France ?

Nous avons enregistré avec soin « les leçons de la guerre ». Nos évêques, nos publicistes, se sont attachés à les produire en éclatante lumière. Leurs livres — recueils de discours ou d'articles, exhortations pieuses ou conseils d'ordre plus général — ont été lus avec profit. Ils ont fait beaucoup de bien. Trouverait-on trop hardie l'entreprise qui consisterait à dépasser ce stade des constatations éloquentes pour essayer d'entrer dans la sphère des prévisions raisonnables ? Il ne s'agirait pas, on le pense bien, de se livrer au jeu des constructions arbitraires en préconisant, par exemple, des résolutions prématurées ou en semblant vouloir dicter leur conduite aux chefs responsables, qui ont autorité et grâce d'état pour nous diriger ; il ne saurait être non plus question de tenir sur maints problèmes délicats et irritants, un langage en opposition avec les exigences de « l'Union sacrée ». Nous

songeons à une tâche plus modeste et moins difficile, quoiqu'elle demeure hérissée d'obstacles : partir de ce que la guerre nous a appris ou réappris, des progrès indéniables vers la sanctification réalisés dans un grand nombre d'âmes, pour démêler les dispositions religieuses et morales qui, s'enracinant dans les cœurs, nous aideront à élever encore le niveau de la foi, de la piété, de l'esprit de sacrifice et d'apostolat, dans la société française et plus particulièrement parmi les catholiques.

Nous voudrions, si ce dessein ne paraît pas trop ambitieux, signaler à nos confrères demeurés dans le ministère paroissial et appelés à parler fréquemment aux fidèles, quelques pensées, quelques réflexions utiles à développer, croyons-nous, devant les auditoires qui se pressent, plus nombreux que jamais, autour des chaires chrétiennes. Elles ont paru correspondre aux besoins présents des âmes (1) ; voilà pourquoi nous les avons choisies.

1. Ces pensées et ces réflexions ont formé le thème des sermons que nous avons donnés en 1916, dans la cathédrale de Rouen, au cours de la station de Carême. Elles ont été publiées déjà, en articles, dans la *Revue du Clergé français*, où elles ont reçu du lecteur si bon accueil que nous nous sommes déterminé à les réunir en volume.

I

Quelques remarques sur l'état religieux de la France

Avant de chercher à orienter les catholiques français vers les champs d'apostolat qui s'ouvrent aujourd'hui devant eux, il convient de les engager à porter un jugement juste sur l'état religieux de la France, tel qu'il nous apparaît, après presque quatre ans de guerre.

Nombreux sont en effet, en ce moment, les esprits excellents qui se demandent avec anxiété où nous en sommes et s'il faut ou non croire à un réveil de la foi séculaire, dans ce pays. Parmi le heurt des affirmations contraires, les unes tout optimisme, les autres tout pessimisme, ils hésitent et sont déconcertés, ayant un instant nourri trop d'espérances dont la réalisation se fait toujours attendre.

A ces curieux, pressés du désir légitime de savoir, tout de suite, à quoi s'en tenir, il importe de faire observer d'abord que nous manquons encore, en partie, des éléments précis d'information qui permettraient de porter, sur l'état religieux de la France, une appréciation relativement décisive. Ce ne sera même pas au lendemain de la guerre que nous serons fixés. Il faut ici le recul du temps et qu'aient pu se dégager de l'ombre où elles demeurent cachées, certaines inconnues, telles, par exemple, que les dispositions nouvelles de nos défenseurs, à leur retour victorieux des tranchées. Une enquête approfondie, reposant sur une documentation sûre, pourrait seule nous renseigner avec exactitude si elle était poursuivie dans tous les diocèses. Ce n'est pas à nous qu'il appartient de juger de son opportunité ni de l'utilité de sa publication, si elle était entreprise.

Nous n'en sommes pas réduits, pour autant, au silence ou aux conjectures hasardeuses. Assez de faits sont établis et de notoriété publique pour que nous ayons déjà en mains quelques moyens de nous mettre en garde contre des jugements trop peu nuancés.

Ecartons d'abord une cause trop certaine d'erreur en ne prenant pas pour argent

comptant les vues simplistes de ces observateurs superficiels qui ont le tort de ne voir toutes choses que sous un seul aspect. Ce sont des gens qui se dominent mal et passent du « Tout va bien » au « Tout va mal » selon qu'on les trouve sous l'impression d'une constatation qui les a réjouis ou déprimés, ou qu'ils parlent sous l'influence de la dernière conversation à laquelle ils ont pris part et dont leurs propos sont le reflet.

Dire que la guerre n'a rien changé serait aussi faux que de prétendre qu'elle a transformé toutes les consciences. La vérité approximative nous paraît être entre ces deux extrêmes. Il est certain que la guerre a contribué à l'augmentation très sensible de la valeur religieuse et morale d'une foule d'âmes déjà pieuses et bonnes dont un grand nombre se sont élevées jusqu'aux sommets de l'héroïsme. La preuve de ce fait, chacun peut la découvrir dans les récits concordants qui nous sont venus et nous viennent encore tant du front que de l'arrière. Par ailleurs, il n'est pas niable que la durée prolongée des hostilités et la rupture continue du cadre normal de la vie familiale et sociale ont entraîné des conséquences désastreuses pour la moralité des faibles. Ces désordres partiels, parce qu'ils sont

plus visibles, nous frappent parfois davantage que le spectacle des vertus humbles et solides qui demeurent cachées. Reste enfin une masse très considérable de Français dont il est bien difficile de savoir avec quelque certitude où ils en sont, et si, vraiment, ils ont beaucoup avancé sur le chemin du retour. En dehors de ceux qui ont fait la démarche décisive et ont à jamais répudié l'indifférence ou l'incrédulité, il en est dont l'hostilité contre le catholicisme a désarmé, comme il en est qui demeurent, contre la religion, aussi acharnés qu'autrefois. Ceux-ci forment une minorité remuante et tapageuse. Il en est aussi dont la « conversion », pour sincère qu'elle ait été, n'a pas tenu. Ne négligeons pas surtout de signaler l'état d'âme inquiet de ceux qui hésitent encore, sans qu'on puisse déterminer de quel côté penchera leur volonté, mais dont beaucoup se rapprocheront de la vérité et finiront par l'accueillir.

Faut-il attribuer, comme certains l'ont prétendu, les changements survenus à la seule influence de motifs médiocres ? L'élan religieux qui s'était manifesté, au lendemain de la mobilisation, ne fut-il, comme on l'a insinué, que le fruit de la peur ? S'y est-il mêlé

plus de vues superstitieuses que de foi authentique ? Faut-il conclure que de tout ce mouvement il ne reste et ne restera rien ? Parler ainsi, c'est manquer de pénétration et d'esprit critique, à moins que ce ne soit une manœuvre destinée à contre-balancer l'effet d'une rénovation redoutée des esprits et des cœurs. Ils sont, en somme, à l'état d'exception, ceux que le déclanchement subit de la catastrophe a laissés indifférents. Nul Français ne l'a sentie fondre sur lui sans éprouver un trouble profond, qui a plus ou moins duré. Les actes religieux ainsi provoqués ne furent pas tous ni chez tous d'une inspiration également pure de tout alliage. Ce n'est pas, cependant, une raison suffisante pour dénier toute valeur à ces démarches et supposer qu'elles n'ont laissé aucune trace dans les consciences. Porter une médaille, faire brûler un cierge signifient au moins quelque croyance confuse à une puissance infinie et miséricordieuse, possédant un pouvoir de protection. A plus forte raison, faire célébrer le Saint Sacrifice de la messe et y assister dévotement implique-t-il un peu plus que le respect du catholicisme (1).

1. M. Fonsegrive a analysé cet état d'âme dans un article du *Correspondant*, 25 janvier 1916, « Le chemin de l'église ».

Il est raisonnable aussi de penser que cet élan de piété, pour s'être ralenti extérieurement, n'en demeure pas moins solide et fort. Il a gagné en profondeur une bonne partie de ce qu'il a pu perdre en étendue. Il a obéi à une loi de stabilisation. Il est passé, chez beaucoup, à l'état de chose acquise. Le chiffre croissant des communions, leur fréquence, chez les meilleurs, en est une preuve indiscutable. L'assistance aux offices du dimanche, aux réunions quotidiennes, aux cérémonies solennelles, aux prières pour la victoire de nos armes et pour le repos des âmes de nos soldats tombés au champ d'honneur en est une autre.

Cet empressement à venir à l'église paraît plus visible dans les grandes villes que dans les bourgs et dans les campagnes. Celles-ci pourtant ont été touchées et le noyau des fidèles, malgré la pénurie des prêtres, qui rend difficile l'organisation du service divin, a plutôt, presque partout, légèrement augmenté.

Ces progrès, ici minimisés, là plus sérieux, ce n'est pas la guerre seule qui les a engendrés. Elle les a mis en lumière, mais ils étaient latents et comme en préparation indé- cise, avant le mois d'août 1914. Les événe-

ments ont apporté l'occasion favorable qui leur a donné une intensité nouvelle et les a fait éclater au grand jour.

Ceux qui étaient mêlés, avant la guerre, à la vie des diocèses, des paroisses et des œuvres, ceux qui suivaient la marche des idées, observaient et enregistraient, dans notre pays, les consolants symptômes des changements qui s'élaboraient. Dans les milieux intellectuels, on marchait vers la répudiation du matérialisme. Des erreurs longtemps en vogue, comme le scientisme, le dilettantisme sceptique, le positivisme, rencontraient une opposition de plus en plus étendue et perdaient peu à peu leur empire sur une notable partie de la jeunesse qui pense. Il existait, parmi les écrivains qui venaient à la notoriété et dont le talent s'affirmait en maîtrise, un mouvement néo-chrétien bien différent de celui qui eut son heure de succès vers 1893. Il ne s'agissait plus, cette fois, de dicter de haut et du dehors à l'Eglise les conditions qu'elle devait accepter, pour recevoir l'appui de l'élite intellectuelle. On venait à elle comme à une mère aimée et obéie. La morale n'était plus isolée du dogme, mais le dogme, fondant la morale, était confessé intégralement, sans restriction avec une volonté expresse

d'adhésion sans réticence. Ce mouvement, dont quelques illustres victimes de la guerre étaient hier les représentants les plus en vue, dépassait sensiblement même l'effet produit par les conversions retentissantes de poètes et d'hommes de lettres, tels que François Coppée et J.-K. Huysmans, pour ne citer que des morts (1).

Parmi la jeunesse ouvrière et dans le monde des employés et des commis, l'Eglise catholique possédait aussi une élite nombreuse d'âmes croyantes et vaillantes, brûlantes de zèle et d'esprit d'apostolat. Elle s'était formée dans les écoles, les patronages, les groupements de l'Association catholique de la Jeunesse française et du Sillon, les associations de toutes sortes que chaque jour voyait éclore et prospérer. Elle s'était grossie de recrues de choix, venues de milieux où nos croyances n'avaient longtemps rencontré que le mépris ou le sarcasme. Elle était conquérante. Elle était généreuse. Elle le montrait clairement par son ardeur à porter partout la discussion, dans les conversations quotidiennes, « et dans les controverses pu-

1. Cf. le livre de M. G. Fonsegrive. *L'Évolution des idées dans la France contemporaine. De Taine à Péguy*, Paris Boud et Gay.

bliques » par sa volonté efficace de prêcher par le bon exemple, par toutes les vocations religieuses et sacerdotales nées dans ses rangs. Cette élite est aujourd'hui décimée, mais ceux qui lui appartenaient, tombés pour la défense du pays, ont affirmé si haut la pensée de sacrifice qui les animait que leur mort sainte et glorieuse ne peut pas n'être pas féconde.

La jeunesse féminine n'était pas moins admirable que l'autre. Elle apportait partout à l'apostolat sacerdotal le plus précieux concours.

Au reste, nos congrès diocésains étaient-ils de vaines parades? Ceux qui prendront un jour la peine de dépouiller les comptes rendus de ces assemblées, qui se faisaient toujours plus nombreuses, plus fréquentes et plus pratiques, resteront frappés de tout ce qui s'est dépensé, en France, de zèle intelligent et averti, durant la période 1900-1914, pour ne parler que des quinze dernières années. Dans tous les domaines où peut s'exercer une activité bienfaisante, les catholiques de France avaient prodigieusement travaillé et cette floraison des œuvres, née du zèle de nos évêques et du clergé, appelant à leur aide tout le peuple chrétien, apparaissait à tous comme l'effet d'une bénédiction de Dieu sur

notre pays. Nous osions la considérer comme une récompense de notre soumission et de notre obéissance au Souverain Pontife, aux heures confuses de la séparation.

Ces constatations, familières à beaucoup d'entre nous, nous avons cru bon de les grouper dans une vue d'ensemble, afin de mieux faire voir le lien qui rattache les efforts d'hier aux résultats d'aujourd'hui et les raisons qui nous autorisent à penser que ceux-là sont la conséquence de ceux-ci. D'autre part, les catholiques des nations étrangères, trop accoutumés et trop portés à ne voir la France que sous d'autres aspects, n'ont-ils pas besoin d'une telle mise au point, qui leur montrera la part d'inexactitude que renferme la sévérité de leurs jugements sur notre pays ?

Que si nous en venons à considérer la situation présente de la France religieuse à un autre point de vue, nous n'aurons pas à enregistrer des faits moins suggestifs. Les catholiques français, en dehors du concours qu'ils apportent, comme tous leurs compatriotes, à la défense du pays, et sans parler de l'héroïsme déployé sur les champs de bataille par le clergé et les membres des congrégations, se sont associés, de leur mieux, depuis le début de la guerre, à toutes les entreprises utiles au

bien public. On sait le rôle joué par nos évêques des régions de l'Est et du Nord, pendant l'invasion qui précéda la victoire de la Marne et celui qu'ils assument encore aujourd'hui. On connaît les efforts de notre épiscopat pour favoriser l'emprunt et les versements d'or. Tous nos évêques, dans des lettres publiques, dans des allocutions, ont engagé les populations à remplir leur devoir. Est-il une « œuvre de guerre » que le clergé ait boudée et que les catholiques n'aient pas soutenue ? (1) Comptera-t-on pour rien la tâche accomplie chez les neutres par le *Comité catholique de propagande française à l'étranger*, dont les services éminents ne sont pas assez connus du grand public ? Ce Comité, qui agit hors de chez nous d'une manière si efficace, vit des aumônes des catholiques, tout comme la *Mission catholique suisse*, dont les efforts en faveur des prisonniers et pour la recherche des disparus sont dignes de tout éloge et ont été maintes fois couronnés de succès (2).

1. Cf. Abbé Eriau. *Le Clergé et les Œuvres de guerre*, Paris, Bloud et Gay.

2. Cf. *Revue du clergé français*, 1^{er} août 1915. — La mission catholique suisse. La mission, au 30 juin 1917, avait reçu, des catholiques français, 464.405 fr. pour les prisonniers de guerre.

Tous ces faits, ainsi relevés dans une énumération rapide et incomplète, forment un ensemble imposant. Il s'en dégage, croyons-nous, une impression encourageante de confiance en l'avenir, malgré les ombres, les incertitudes, les points d'interrogation qui demeurent et que nous n'avons pas dissimulés.

Mais cet examen de la situation appelle quelques réflexions. Il nous reste à en tirer les leçons qu'il contient.

Ecartons d'abord bien vite le reproche que seraient tentés de nous faire quelques esprits chagrins, habiles à prendre en mauvaise part toute parole que nous prononçons. Nous voyant appuyer sur le progrès religieux dont la guerre a été l'occasion, ils ne manqueront pas de prétendre que, pour cette cause, nous la bénissons. Aucun catholique français ne nourrit de telles pensées. Nous n'avons ni voulu, ni souhaité la guerre, parce que nous savons qu'elle est un effroyable fléau. Nous souffrons trop des ravages qu'elle cause, nous portons le deuil de trop de victimes et de trop de ruines pour afficher une satisfaction qui serait indécente et inhumaine. Nous continuerons donc de voir dans la guerre une épreuve terrible et meurtrière, dont la très

lourde responsabilité pèse sur ceux qui l'ont déclarée et la mènent comme on sait. Il nous est bien permis cependant d'admirer comment la Providence s'entend à tirer quelque bien pour les âmes et pour les peuples des plus effrayantes catastrophes et de quelle manière la France « tout court » s'est ressaisie pour faire face à l'agresseur.

Les catholiques français ont bien aussi le droit de se demander quelle tâche les attend demain et quel état d'esprit doit être le leur, au moment présent, s'ils veulent collaborer au relèvement national.

D'une manière générale, en attendant que nous entrions dans le détail de l'action qui nous réclame, le devoir que nous dictent les circonstances est de ne nous laisser troubler par rien et de continuer à mettre au service du pays toutes les ressources dont nous disposons. Moins qu'à quiconque, il nous appartient de nous permettre les paroles simplement équivoques sur l'issue de la lutte engagée. Nous devons avoir à cœur de maintenir l'esprit public, toujours si ferme, dans une confiance nécessaire et que justifient d'ailleurs les événements. Accoutumons-nous aussi à ne pas considérer seulement nos malheurs personnels, nos deuils de famille,

nos pertes d'argent, nos difficultés de situation. C'est en continuant de nous élever au-dessus de nos épreuves particulières que nous conserverons intacte notre volonté de servir la cause commune. Rien n'est plus stérile et moins chrétien que le repliement égoïste sur soi-même, en des heures comme celles où nous vivons. Pour honorer vraiment nos morts, il faut les continuer, dans ce qu'ils ont entrepris d'utile et de bon et joindre à la prière pour le repos de leur âme le courage de suivre leurs exemples.

De même nous tâcherons d'acquérir l'esprit positif et pratique qui nous a parfois manqué. Nous éviterons de récriminer, à propos du passé, et de nous attarder en des plaintes verbales qui glissent vite dans un fâcheux esprit de dénigrement. Nous n'avons pas à instruire le procès des autres, à jet continu. Sans doute, il est nécessaire d'établir le bilan des responsabilités, mais il y a la manière. Celle que nous déconseillons, c'est la lamentation monotone et stérile, indéfiniment prolongée, devant des gens qui savent déjà à quoi s'en tenir. L'histoire, surtout la plus proche, est riche en leçons. Appliquons-nous à les recueillir, pour notre instruction, tout en prenant garde de raviver les querelles et

d'en accroître ainsi les malheureux effets. Ce qu'il nous importe surtout de connaître, ce sont les conditions de succès d'un apostolat que nous voulons intense et efficace, sans qu'il puisse être taxé de prosélytisme maladroit par tout homme de bon sens, même ne partageant pas notre foi, mais dépourvu de ce sectarisme aveugle qui s'applique à dénaturer les meilleures intentions et les initiatives les plus justes.

Dans cet état d'esprit, nous regretterons nos fautes, les personnelles comme les collectives, et nous aurons le désir de les éviter à l'avenir. Nous nous sentirons ainsi portés à l'humilité et à la pénitence, en même temps que nous augmenterons en nous la volonté de nous délivrer de toute illusion et de tout préjugé, si nous en nourrissons encore. C'est notre amendement et le bien de tous que nous aurons en vue, semblables, par nos dispositions morales, à nos chefs militaires dont le premier souci est d'être bien informés de la situation de l'ennemi et de connaître à fond le terrain du combat.

Ces métaphores belliqueuses n'impliquent, de notre part, aucune arrière-pensée agressive contre qui que ce soit, mais seulement la résolution généreuse d'être, dans ce pays,

les citoyens les plus dévoués et les plus désintéressés, en même temps que des catholiques sans peur et sans reproche, avertis des besoins de leur temps et soucieux d'y correspondre.

II

La Réforme et le Progrès de la vie chrétienne

Nous avons essayé, dans le précédent chapitre, de porter, sur la situation religieuse de la France, un jugement exact et fondé sur l'observation des faits. Dans son ensemble, notre pays nous est apparu plus que jamais travaillé par l'idée catholique. D'autre part, ayant analysé brièvement les dispositions d'âme et d'esprit qui doivent être les nôtres, en ce moment, nous avons cru bon d'engager nos frères à s'orienter dès maintenant, pour préparer l'avenir, dans une action pratique et positive, éclairée par les leçons de l'histoire.

Que doit être cette action et comment peut-on la concevoir ? Quelle tâche immédiate paraît s'imposer, présentement à chacun de nous ?

Notre premier devoir, semble-t-il, c'est de considérer, avant toute chose, chacun pour notre compte personnel, ce que nous sommes et ce que nous valons. Portons donc d'abord nos regards sur nous-mêmes et sur notre propre vie.

Nous avons en effet besoin d'être fortement convaincus que se réformer soi-même, c'est, en définitive, la méthode de restauration religieuse et nationale la plus sûre et la plus efficace. Une fois persuadés de cette vérité, nous pourrons nous préciser à nous-mêmes le sens de cet effort personnel de nous-mêmes sur nous-mêmes que les circonstances réclament de nous.



La réforme de soi-même, disons-nous, est bien la méthode de restauration religieuse et nationale la plus sûre et la plus efficace. Essayons de le prouver encore, à l'usage de ceux qui, en fait, n'ont pas saisi toute la valeur d'une affirmation moins banale et plus riche de réalité qu'ils ne se l'imaginent.

Au demeurant, nous l'avons déjà fait, en critiquant l'attitude de ceux qui ont tendance à user vainement leur sagacité à

battre le *mea culpa* sur la poitrine d'autrui. Volontiers, ils s'éternisent en réflexions rétrospectives et se substituent, dans leurs propos, à ceux qui, en tout domaine, ont la responsabilité du commandement. « Si j'étais le gouvernement », proclame celui-ci ; « Si j'étais les évêques », avance cet autre. Cette audacieuse entrée en matière ne manque jamais d'être suivie de plans de réforme et d'action qui ont au moins ce défaut que ceux qui les élaborent ne seront vraisemblablement jamais ni « le gouvernement » ni « les évêques ». En vérité, il ne s'agit pas de savoir ce que nous ferions si nous étions ceci ou cela, mais ce que nous avons à faire, étant donné ce que nous sommes. A chacun de considérer, tout simplement, le cadre où la Providence a enfermé sa vie, les moyens d'influence dont il dispose, son état présent et son degré acquis de sanctification ; voilà la vraie sagesse.

Quand nous aurons compris et accepté ce principe de bon sens, conforme à l'humilité chrétienne, à la charité fraternelle et à l'esprit d'obéissance, nous en viendrons vite à nous ressouvenir de quelques autres vérités élémentaires.

Nous aurons alors le souci constant d'appli-

quer à notre propre vie la loi de toute vie religieuse et morale, celle du progrès spirituel. C'est une loi que, théoriquement, nous connaissons bien ; elle est faite d'un petit nombre d'articles, très clairs pour le croyant : je n'ai qu'une âme, et il faut la sauver ; il n'y a qu'un mal, et c'est le péché ; qu'un désastre irréparable, mourir sans s'être réconcilié avec Dieu, et pour cette raison, être séparé de lui pendant toute l'éternité. Puisque nous savons qu'il en est ainsi, puisque toute charité bien ordonnée commence par soi-même, c'est à nous, à nos besoins surnaturels, à nos défauts, à nos devoirs que nous penserons avant de nous attaquer à la réforme des autres. Nous ne perdrons plus de vue et la brièveté de la vie et la soudaineté de la mort, qui nous surprend presque toujours, parce que nous réalisons mal la possibilité de son approche. Le jour où ces pensées nous seront devenues familières, nous posséderons le sérieux chrétien. L'esprit de foi nous fera juger les hommes et les événements, ce qui se passe autour de nous comme ce qui nous arrive, à la clarté d'une lumière toute surnaturelle. Nous ne serons plus aussi facilement satisfaits de n'être que ce que nous sommes et nous vivrons dans la persua-

sion que nous avons le devoir de tendre toujours au mieux. Nous écouterons docilement tous les appels que Dieu ne cesse de nous faire entendre et nous confesserons que notre intérêt comme la volonté de Dieu doivent nous déterminer à désirer une vie plus sainte. Nous acquiescerons à la parole de Jésus : « Soyez parfaits, comme votre Père céleste est parfait. »

Cette aspiration vers la sainteté ne nous fera pas oublier quelles sont les lois de l'économie du salut. Dieu exige, pour notre sanctification, notre collaboration constante. Selon l'expression célèbre de saint Augustin, « il ne nous sauve pas sans nous ». Il donne, à profusion, la grâce et les secours surnaturels. Chacun est libre de refuser ou d'utiliser cet appui. Aide-toi, dit le sage, et le Ciel t'aidera. Il faut donc ne compter que sur Dieu, mais agir, comme si Dieu, invoqué dans la prière, ne nous accordait rien, ce qui signifie qu'il faut fournir soi-même son maximum d'effort et s'en rapporter à Dieu du soin de faire fructifier la peine que nous prenons à son service. Nous sommes dans la nécessité de ne marchander à Dieu aucun concours et de ne reculer devant aucune générosité.

La valeur sociale de tels principes est con-

sidérable. Celui qui a consenti à en faire la règle de sa conduite ne se ménage plus et il tend au bien sans s'accorder ni trêve ni repos. C'est un merveilleux ouvrier de progrès.

Enfin, puisque nous voulons agir dans la société, pour la gloire de Dieu, nous aurons soin de nous souvenir qu'une vie exemplaire est seule capable de conférer, à qui veut entraîner les autres, une singulière autorité. Nous ne demanderons donc rien à nos frères que nous n'ayons, au préalable, accompli nous-mêmes, si ce que nous réclamons est de notre possibilité. Mieux vaut agir que discourir. Rien n'égale la leçon d'une conduite irréprochable. Le dévouement se propage par contagion. Les saints, pour décider les hommes à la pratique des vertus qu'ils prêchaient, les pratiquaient eux-mêmes, les premiers. « Je vous ai donné l'exemple, a dit encore Jésus, afin que vous fassiez ce que j'ai fait moi-même. »

L'histoire de l'influence du clergé et des catholiques, dans cette guerre, confirme cette théorie. Le grand moyen d'action de nos prêtres et de nos séminaristes, sur le front ou dans les ambulances, n'est-ce pas leur conduite ? On les admire et on les imite, on les aime et on les suit, parce qu'on les voit vivre

selon la loi de l'idéal qu'ils servent et de la foi qu'ils professent, les plus ardents au sacrifice, les plus prompts au don de soi.

La conviction d'un grand nombre, parmi les catholiques, sur ces points essentiels, n'est peut-être pas assez ferme. De même que nous avons trop de réformateurs en chambre, qui refondent l'univers sans penser assez à se refaire eux-mêmes, ils sont trop aussi ceux qui attendent le salut d'un concours extraordinaire de circonstances qu'ils n'auront pas pris la peine de mériter. Ils vaincraient volontiers sans combattre et mettent leur espérance dans les moyens du dehors, qui ne leur coûteront rien, plutôt que dans ceux du dedans, qui seront le prix et le fruit de leur labeur personnel et de leurs exemples. La vie doit être en harmonie avec le langage, et le discours le plus persuasif c'est l'éloquence sans phrases d'une belle vie.

Concluons : chacun doit s'employer d'abord à la destruction des obstacles intérieurs qui l'arrêtent lui-même sur le chemin de sa sanctification. C'est en poursuivant cette tâche, d'une volonté inlassable, qu'il travaillera le plus sûrement et le plus efficacement au bien général.

« *De die in diem*, disait l'abbé Vignot, dans

l'une des plus belles conférences de son *Avent de Saint-Sulpice* : notre texte nous invite non à nous laisser descendre au fil des jours, mais à remonter sans cesse, par de réguliers et vigoureux coups de rame, vers la source divine; non à vivre au jour le jour tellement quellement, mais à mieux vivre de jour en jour (1).»



Ayant mis ainsi le progrès spirituel personnel à la base de nos préoccupations, nous avons à rechercher quels changements nous devons réaliser en nous et autour de nous.

Les transformations survenues, depuis la guerre, dans nos manières de penser et de vivre, vont nous aider maintenant à les découvrir et c'est ainsi que nous allons tirer, de nos constatations précédentes, toutes les leçons qu'elles contiennent.

La piété personnelle, c'est un fait, est en hausse, chez beaucoup de catholiques, qui prient mieux, qui se confessent et communient plus souvent. D'autres ont heureusement repris leur place abandonnée aux offices du dimanche.

1. Abbé Vignot, *Avent de Saint-Sulpice*, Paris, Gabalda : *Le prix des jours*, p. 225.

Que peut-on leur demander de plus? Ce que l'on pourrait appeler une épuration et un approfondissement de leurs motifs de recourir à Dieu et de recevoir les sacrements. Amenons-les à se ressouvenir des enseignements du catéchisme. Le premier devoir de l'homme, en effet, c'est de remplir, envers le Dieu qui l'a créé, ses obligations. La religion, dans la pensée fondamentale qui en inspire les démarches, avant d'être une utilité sociale ou une consolante espérance, c'est le tribut d'hommages que nous devons à Celui envers qui, comme s'exprime saint Thomas, « nous avons contracté une dette universelle ». « Il est vraiment digne et juste, équitable et salutaire, dit la préface de la messe, de vous rendre grâces en tout lieu, Père tout puissant, Dieu éternel... »

Par ces vues d'une saine théologie traditionnelle, il importe de corriger ce que la présente poussée religieuse garde encore, chez certains, d'un peu confus. Ils ont obéi déjà à un besoin de se mettre en règle avec la loi de Dieu, commandé par cette impression très sensée et fort exacte que Dieu ne peut bénir celui qui, croyant en lui, méconnaît l'un ou l'autre de ses commandements. Leur docilité nouvelle a pu n'être, sans qu'ils s'en soient rendu bien

compte, qu'un moyen de désarmer Dieu et d'obtenir son secours ; ils ont agi, peut-être, à la manière de ceux qui épousent les opinions des puissants d'ici-bas pour leur plaire et obtenir d'eux les avantages et la protection souhaités.

Dieu, certainement, a jugé droites leurs intentions et enregistré leur bonne volonté. Mais il faut guérir leur partielle ignorance et les élever à une pratique des devoirs de religion ayant sa source dans la foi à la valeur surnaturelle des sacrements et de la prière et dans la volonté de rendre à Dieu le culte d'adoration et de reconnaissance auquel il a droit.

Le jour où ce résultat sera obtenu, nous verrons moins de catholiques faire dépendre leur fidélité aux devoirs religieux du besoin qu'ils éprouvent de l'aide providentielle. Leur dévotion sera stable et non capricieuse. Ils ne manqueront plus la messe dominicale sous les plus futils prétextes. Ils considéreront vraiment la confession comme le moyen établi par Jésus-Christ pour obtenir, dans son Eglise, le pardon des péchés et l'Eucharistie comme l'aliment spirituel nécessaire à l'entretien et au développement dans les âmes de l'énergie surnaturelle. Nous aurons fait un pas décisif vers

l'habitude généralisée de la Communion fréquente, voire quotidienne.

On peut pressentir aussi quelles finiront par être les heureuses conséquences de cette épuration et de cet approfondissement des motifs de croire et de pratiquer. Cette piété plus intelligente aboutira à un souci plus vif et plus constant d'éviter le péché. Le chrétien comprendra mieux la malice et la gravité de ses manquements à la loi du Seigneur. Il redoutera jusqu'aux fautes légères, auxquelles jusqu'ici il n'attachait qu'une médiocre importance. On verra se manifester en lui l'habitude, prise peu à peu, d'une surveillance de soi, plus active et plus exigeante. Il aura à cœur de plaire à Dieu en faisant preuve, dans sa conduite, d'un plus grand esprit religieux ; dans sa lutte contre ses défauts de caractère, d'un courage plus généreux ; et il attachera à l'excellent accomplissement de son devoir d'état toute l'importance nécessaire.

Tout cet effort de l'âme sur elle-même, pour l'acquisition des vertus morales, a une valeur sociale de premier ordre. De son succès dépend, dans une très large mesure, le bien familial et public. Il dépasse, en effet, dans ses conséquences, la sanctification personnelle qu'il procure. Nous l'avons déjà dit plus haut,

il est vrai et certain que la restauration nationale dépend, pour une très grande part, de la réforme morale personnelle. Nous en découvrirons ici une nouvelle preuve. De quoi souffrent, en effet, les sociétés, sinon des besognes mal faites et des devoirs omis par les individus qui les composent ? D'autre part, qu'est-ce qu'une piété bien comprise, sinon celle qui, nous faisant vivre dans le souvenir des devoirs que nous avons envers Dieu, nous montre en Jésus-Christ à la fois notre appui, comme source de la grâce, notre modèle, par l'exemple des vertus qu'il a pratiquées, notre docteur, par les enseignements qu'il nous a laissés et dont son Eglise demeure l'infailible et incorruptible gardienne ? Cette lumière et cette force donnent à chacun et le sentiment de ses responsabilités et celui de la beauté de sa tâche ici-bas. Dès lors, c'est, pour chacun aussi, l'obligation d'éviter les discordes de personne à personne, la colère, l'envie, la vanité, sources inépuisables et perverses de tous les conflits sociaux.

Voici maintenant une autre conséquence heureuse qui découle à son tour de ce souci de sanctification personnelle né de l'approfondissement de la piété. Le chrétien, conscient de sa faiblesse, acceptera, sous la pression de

l'expérience qu'il en aura faite, la discipline féconde des exercices de piété traditionnels. Le nombre doit s'augmenter parmi nous de ceux qui, laïcs et simples fidèles, recourent à la méditation, à l'examen de conscience quotidien, à la visite au Saint Sacrement, aux lectures spirituelles, à la direction, à la récitation du chapelet, à la retraite annuelle. Sans toutes, sans au moins quelques-unes de ces démarches — que nous énumérons sans vouloir mettre, dans l'ordre de notre énumération, aucune idée de précellence des unes sur les autres, — la vie chrétienne manque du cadre qui la soutient, parce qu'elle est dépourvue de pensée directrice et d'aliment intellectuel. Le disciple de Jésus-Christ vaut par la vie intérieure qui nourrit sa conduite journalière. Les sacrements agissent par eux-mêmes, mais la grâce qu'ils apportent est semblable à un capital que la volonté de celui qui le possède exploite et fait fructifier. Au plus intime de l'âme doit se poursuivre sans cesse un effort de réflexion qui est un travail d'assimilation de la vérité et de ses richesses. Il faut vivre en Dieu et faire vivre Dieu en soi.

A ce point où nous sommes, des objections surgissent. Les exercices de piété effraient toujours un peu ceux qui ne les pratiquent pas

encore. Beaucoup de ceux qui s'y sont soumis, y ayant échoué, ne s'y sentent plus disposés. Les uns et les autres les redoutent ou les reculent, bien probablement parce qu'ils les imaginent autres qu'ils ne sont dans la réalité. On s'accoutume aussi à les croire réservés à une élite restreinte et choisie. Ils sont, en somme, accessibles à tous, quand on les considère dans leur idée foncière et qu'on ne les complique pas à plaisir.

La méditation, par exemple, à tout prendre, n'est, à son degré élémentaire, qu'un travail de réflexion sur Dieu et sur le devoir, qu'une confrontation de la conduite avec l'exemplaire divin, c'est de la vie pensée et vécue en fonction des vérités de la foi, de la vie prévue et ordonnée, bref, le moyen d'échapper à la vie improvisée, laissée à la merci du caprice et des circonstances. Dans l'examen de conscience, il n'y a rien d'autre qu'un bilan nécessaire de l'œuvre de chaque journée ; dans la visite au Saint Sacrement, qu'un essai de relations plus intimes avec Notre-Seigneur Jésus-Christ. On en peut dire autant de la lecture de piété et de la direction spirituelle. Se peut-il, en effet, découvrir rien de plus bienfaisant qu'un contact direct avec l'Evangile lu et médité, qu'une connaissance sérieuse de l'his-

toire de l'Eglise et des exemples des saints ? Faut-il lutter contre les préjugés qui écartent encore certains de la direction spirituelle, qui n'est qu'un contrôle exercé sur la conduite par quelqu'un — le prêtre — ayant grâce d'état pour cet office, dont l'expérience demeure un précieux secours, et qui, mieux placé pour nous juger que nous ne le sommes nous-mêmes, nous préserve des illusions où nous nous complaisons et nous assure l'appui de conseils désintéressés ?

La tâche prochaine du clergé pourrait donc bien être de réhabiliter, par son enseignement, tout l'ensemble des démarches qui constituent la vie de piété, en montrant le lien qui rattache ces démarches les unes aux autres, en découvrant leur simplicité, en exposant leurs avantages individuels et sociaux. L'élan vers la Table sainte doit se doubler d'un effort vers la sanctification, et d'une culture des âmes, tendant à purifier les intentions et à hausser le niveau des préoccupations surnaturelles, morales et sociales. Prenons le chrétien tel que la guerre nous l'a fait ou nous l'a rendu, et des commencements de l'esprit religieux où il s'attarde encore conduisons-le jusqu'au sanctuaire où il vivra dans la vie intense de l'Eglise.

Ne croyons pas surtout les jeunes gens et les hommes réfractaires à un tel idéal ou inaptes à une telle vie. Ce fut parfois, hier, l'erreur de quelques-uns. La ferveur où s'élevèrent tant de membres de groupements masculins, avant l'ouverture des hostilités, l'esprit de sacrifice où sont parvenus tant de combattants demeurèrent une preuve que la culture de la piété traditionnelle dans les âmes des hommes et des jeunes gens est possible. Réussir dans cette tâche, ce sera, pour demain, la victoire de l'Eglise de France sur ce préjugé encore tenace, quoique fortement entamé, qu'en dehors de ceux qui vivent dans le cloître ou dans le sacerdoce, la piété est l'apanage exclusif de la jeune fille et de la femme. D'autre part, cette piété féminine dont on a tant médit, parce qu'elle a quelquefois versé dans le formalisme et le sentimentalisme, parce qu'elle s'est rencontrée çà et là, sans influence assez profonde sur la conduite, reflleurira, puisant désormais sa pensée inspiratrice dans une science plus ample des vérités de la foi et des devoirs de la vie. .

Il est une piété solide, purgée de tout faux mysticisme, faite d'amour de Jésus-Christ et de l'Eglise, qui remonte loin dans le passé de ce pays. On en peut voir les marques dans le

bon sens d'un saint Louis et d'une Jeanne d'Arc, comme on en peut étudier les lois et l'esprit dans les écrits et dans les actes des saint François de Sales, des saint Vincent de Paul et des Bossuet. Cette piété très catholique est aussi très française. Nous lui devons tous les vaillants chrétiens du xix^e siècle et tous les héros croyants tombés au champ d'honneur depuis le 2 août 1914. Il en faut garder intacte la flamme bienfaisante aux présentes générations, les conduire au bienfait de sa lumière et la léguer, plus éclatante encore, à ceux qui s'avancent, dans l'avenir tout proche (1).

Il faut reprendre aussi, pour l'enraciner parmi nous, la tradition, un moment menacée, du sérieux chrétien.

La guerre, déjà, nous a déterminés à abandonner quelques-uns des abus qui s'étaient glissés, puis installés, dans un grand nombre d'existences. Beaucoup, même catholiques pratiquants, versaient insensiblement dans la frivolité des mœurs et des goûts. Il est clair

1. Sur cette piété française, on lira, avec autant d'intérêt que de profit, les deux premiers volumes de l'*Histoire littéraire du sentiment religieux en France*, que l'abbé Bremond a publiés à la librairie Bloud et Gay.

que, désormais, nous ne pouvons plus être la France légère. Nous l'étions d'ailleurs moins qu'on ne l'a dit et qu'on ne l'a cru, sur la foi de ce que nous disions et croyons nous-mêmes. S'il n'était pas resté, chez nous, en dépit des apparences et malgré de réels désordres, un trésor intact de vertus privées et familiales, un sens très vif de l'honneur, un fond insoupçonné de vaillance et d'esprit militaire, nous n'aurions pas fait, sous les coups d'une aussi longue épreuve, aussi courageuse figure.

Il n'en demeure pas moins vrai que nos usages demandaient à être sévèrement révisés. La simplicité de la vie s'impose aujourd'hui à tous comme une nécessité. Le luxe exagéré de la table et de l'habillement, la manie des folles dépenses, les prodigalités d'argent et les gaspillages de temps nous ont semblé, à juste raison, incompatibles avec l'état de guerre et inadmissibles, en ces jours d'angoisse et de deuil national. On se scandalise à bon droit, maintenant, de ce que l'on tolérait hier, et si quelqu'un paraît oublier en quel temps nous vivons, ce n'est plus seulement ceux qu'on qualifiait jadis de moralistes moroses qui protestent, c'est une opinion publique qui, dans sa majorité, s'est ressaisie et juge inacceptable certaine façon égoïste de jouir et de s'amuser.

Ne ternissons pas notre gloire et restons dignes du grand souvenir de ceux que nous pleurons.

Il appartient aux catholiques d'accentuer le retour du pays aux règles si sages de la modestie chrétienne. C'est une question de prudence patriotique, parce que la vie est chère et que nos charges sont devenues plus lourdes. Mais quand les affaires auront repris, quand renaîtront les jours de large prospérité que nous escomptons, nous devons avoir à cœur de ne rien changer aux saines coutumes reconquises, parce qu'elles sont chrétiennes.

Nous sommes tenus en effet à ne faire qu'un usage normal et légitime de nos ressources et de nos biens, car c'est la volonté de Dieu qui nous a créés, sous la dépendance de sa loi, gouverneurs prudents et tempérants de tout ce que sa sagesse et sa bonté nous confient.

Ce que la force des choses a rétabli, cette retenue que l'intérêt public et privé nous impose, et dont une sorte de pudeur patriotique nous fait une obligation, les circonstances nouvelles qui s'apprêtent ne le doivent plus changer. Apprenons à dominer les contingences et à ne plus nous laisser étourdir par les surenchères païennes de l'esprit de jouissance et d'égoïsme.

Faisons aussi marcher de pair avec ce retour à la simplicité de la vie, le maintien, parmi nous, du goût des occupations utiles. La guerre a disloqué les cadres de la vie mondaine et clairsemé la phalange de ceux que l'on nomma si bien les paresseux et les oisifs des quatre saisons. Hier, que d'existences futilles et que de temps perdu ! Qu'elle était niaise, la tyrannie de la mode, des visites, des villégiatures que ne légitimait le besoin d'aucun repos !...

L'homme du monde et l'ouvrier font aujourd'hui ce qu'ils proclamaient, il y a deux ans, impossible. Ni l'un ni l'autre n'eussent voulu renoncer à ses plaisirs ou à ses aises et ils eussent poussé les hauts cris si on le leur avait simplement proposé. L'un et l'autre se plient, docilement, sous l'habit militaire, à la discipline du travail et de l'obéissance. L'intérêt supérieur de la France a fait ce miracle de les arracher tous deux à leurs préjugés. Tous ceux qui n'avaient qu'un idéal, la vie facile, exempte de devoirs et de contraintes, en ont accepté joyeusement un autre, tout de renoncement et de don de soi. En somme, chacun fait l'expérience qu'il peut vivre autrement qu'il a vécu, sans souffrir de ce dont il est privé et qu'il croyait indispensable à son bonheur. Bien plus, dans ces sacrifices, il goûte

une joie dont il ne soupçonnait pas la profondeur.

Ce thème de réflexions mériterait, à lui seul, de plus longs développements. Il serait bien-faisant aux âmes de leur faire prendre plus nette conscience des progrès qu'elles ont réalisés vers le vrai bonheur moral et spirituel, par les changements de vie auxquels la guerre les a contraints. Prenons pour exemple la femme du monde, devenue ambulancière et soignant les blessés dans les hôpitaux. Elle se levait tard et se couchait de même. Elle fait à présent le contraire et ne s'en trouve que mieux. Elle a revêtu un costume qui pour être sévère n'en est pas moins gracieux. Elle a vu souffrir et, en pansant les plaies saignantes, reçu la confidence de bien des douleurs. L'âme du peuple s'est révélée à elle, comme elle a révélé elle-même au peuple son âme véritable.

Aux yeux de tous se manifestent ainsi les lois de la collaboration fraternelle et de la coordination des efforts et des tâches. C'est la remise en lumière du sens de l'utile.

Nous pouvons bâtir sur ces bases morales qui sont des bases chrétiennes et fonder sur elles notre théorie de la vie, qui doit être féconde et productive, ainsi que l'exige l'Evan-

gile. Les nécessités sociales du temps de paix ne sont pas tellement différentes des nécessités patriotiques des années de guerre ; en fait, ce sont les mêmes. Les qualités acquises ou retrouvées, dans l'angoisse commune qui nous a rapprochés, doivent s'épanouir dans l'avenir, parce que le bien public, à quelque époque que l'on vive, se crée et se maintient par la pratique des mêmes vertus.

Si le patriotisme n'est qu'une flamme éphémère, qui brille seulement quand le danger l'attise, il n'est pas foncièrement bon et vrai. Il doit se retrouver le même dans la paix comme dans la guerre. C'est le sens civique et social qui seul nourrit sûrement le sens guerrier : autrement l'héroïsme du combattant n'est qu'un instinct de défense, ce n'est plus l'effet d'un courage stable et permanent.

Le temps a un prix. Chaque jour qui passe doit être bien rempli, parce qu'il possède, au regard du chrétien, une valeur inestimable. Le labeur acharné auquel tous se soumettent aujourd'hui, les uns pour préparer la bataille, les autres pour la livrer, d'autres encore pour panser les plaies qu'elle a faites, doit devenir la loi permanente de toute vie catholique et française. Bien plus, l'horizon de la vie professionnelle a besoin d'être élargi et, dans le

cadre de nos préoccupations morales et patriotiques, il faut à présent faire rentrer la considération de l'utilité publique et du bien commun. L'honnête homme qui besogne pour les siens et pour soi n'est pas le citoyen que nous rêvons. Il y a devoir à mettre dans l'organisation de son labeur une pensée plus haute que l'intérêt personnel, la pensée de l'intérêt général.

Aurons-nous fait, dans la douloureuse pratique des vertus guerrières, l'apprentissage de celles auxquelles nous obligera l'ère de la paix? C'est la question que chacun se doit poser à soi-même. Elle équivaut à se demander si les jours rudes que nous vivons nous auront appris l'art de vivre. Soudons l'une à l'autre les deux périodes, celle où nous sommes, dans l'exaltation des combats, celle où nous entrons, par la porte triomphale de la victoire que nous désirons voir s'ouvrir sur le décor d'un monde nouveau.

Simplicité de la vie et souci des occupations sérieuses et utiles, voilà le but vers quoi nous devons tendre. Préparons-nous à l'atteindre et, parmi les moyens d'y parvenir, comptons un choix meilleur, qu'il importe de faire, de nos nourritures intellectuelles.

Parmi les profits moraux de la guerre, il

faut noter, en effet, celui-là, que la production littéraire, au cours des trois dernières années, a changé, chez nous, de ton, d'allure et de caractère. Ce qui nous préoccupe ici est beaucoup moins un problème d'esthétique qu'un point de vue moral. Aurons-nous demain des chefs-d'œuvre à admirer ? Tous le souhaitent. Du moins, dès aujourd'hui, nous avons de beaux livres à lire et que nous pouvons placer, avec fierté, dans toutes les bibliothèques de l'univers. L'étranger qui s'est approvisionné chez nous, trop longtemps, de romans et de pièces de théâtre qui étaient des œuvres commerciales, autrement dit une exploitation de la curiosité malsaine, nous jugera plus sainement, quand il connaîtra bien notre littérature de guerre. Si elle est, à l'ordinaire, vigoureusement réaliste, elle est aussi dans l'ensemble, tout imprégnée de l'idéalisme le plus pur.

Ces lectures doivent contribuer à nous rendre le goût, que quelques-uns avaient perdu, des pensées nobles exprimées dans une langue simple. Nous sommes peut-être sur le chemin qui nous fera retrouver la tradition classique, augmentée du bénéfice de quelques expériences que nous avons faites et qui toutes n'ont pas eu un égal succès, mais nous ont

réappris du moins ce que nous n'aurions pas dû oublier.

L'esprit public avait été contaminé, en partie, dans son goût et dans ses mœurs, par le paradoxe brillant, les faux bijoux d'un style trop tourmenté, le clinquant des mots et le piment passionnel. Il a dégorgé ce vernis pernicieux. Le beau ne doit plus être, à nos yeux, l'étrange, mais le vrai.

Du point de vue religieux et moral, qui est ici le nôtre, on voit où tendent ces réflexions. Elles visent à déterminer les catholiques à boycotter la littérature qui effrite et salit tout, pour donner leur clientèle, leur appui, leurs applaudissements et, s'ils tiennent une plume, leur contribution, aux livres et aux publications qui sèment des idées, exaltent des sentiments et développent des pensées conformes à la vie que nous sentons la nécessité de vivre.

Il resterait à compléter cet exposé en parlant de la culture, dans les âmes, de l'esprit de charité, se traduisant, par une collaboration, plus large que jamais, aux œuvres sociales de relèvement et d'assistance. Nous y reviendrons. Pour le moment, une remarque suffira. Il ne faut pas que l'élan fraternel, né de la guerre, vers la concorde sociale, dispa-

raisse avec elle. Et ceci encore, pour une raison profonde, déjà précédemment exprimée. Le malheur commun et la menace commune nous ont fait des cœurs plus pitoyables. Plus largement chacun est aumônier. Restons-le à cause des misères qui seront longues à disparaître, sans doute, mais surtout parce que la pratique de la charité est un devoir chrétien. De ce devoir, jamais la France ne fut oublieuse. C'est le pays où les bourses s'ouvrent le plus volontiers. Pourtant, bien des égoïsmes étaient hier tenaces, qui se sont humanisés. Nous donnerons demain autant qu'hier et plus encore s'il le faut.



Cette œuvre intime et personnelle, que nous avons essayé de décrire, de réforme et de rénovation individuelle, on en voit maintenant les grandes lignes clairement dessinées.

A la base, en tout cœur, une conviction, celle que chacun a quelque chose à faire pour s'améliorer soi-même. Pour traduire cette conviction, des résolutions nettes : volonté d'approfondir en soi la vie religieuse ; décisions pratiques de simplicité de vie et de travail

utile ; choix d'une nourriture intellectuelle solide et substantielle ; orientation vers la charité et l'entr'aide mutuelle ; bref, toute l'existence traversée et soulevée par un souffle puissant qui l'entraîne vers la sanctification et vers l'apostolat.

III

Le Problème de l'Éducation

La réforme de sa propre vie, telle est, avons-nous dit, pour le catholique, la tâche primordiale et essentielle. Travailler à cette réforme, c'est, en définitive, la méthode de restauration religieuse et nationale la plus sûre et la plus efficace.

De cette restauration nécessaire, nous avons décrit quelques-unes des conditions : chacun doit aller, d'un élan décisif, jusqu'à la piété foncière et authentique, par la fréquentation régulière des sacrements, la fuite du péché, la lutte contre ses défauts, la culture et l'accroissement de la vie intérieure ; chacun doit s'appliquer aussi à augmenter le sérieux acquis pendant la guerre en visant à une grande simplicité de vie, en s'adonnant à des occupations utiles au bien commun, en choisissant judicieusement ses nourritures intellectuelles.

Tout cet effort vers le progrès spirituel s'épanouira dans l'exercice de la charité. Sainteté personnelle et apostolat constant, telle doit être la devise des catholiques et la règle concise de leur conduite privée et publique.

Sainteté donc, mais aussi apostolat. On ne sera point surpris de l'union de ces deux termes, car chacun sait que la foi profonde et sincère devient aussitôt expansive et conquérante. Nous ne serions pas, en effet, totalement chrétiens, si nous ne voulions pas pour autrui ce que nous voulons pour nous-mêmes. Notre amour de Dieu ressemblerait à une affirmation toute verbale s'il ne nous menait pas à l'amour et au service du prochain, c'est-à-dire à la détermination de nous employer pour son salut en même temps que nous luttons pour assurer le nôtre.

Ce sont là des vérités simples, qui ne se discutent pas, tant leur évidence s'impose impérieusement à la conscience religieuse. Il n'y a, en somme, qu'un problème à examiner, celui de la manière dont se poursuivra cet apostolat confessé par tous nécessaire.

La question est très vaste. Si l'on veut se contenter d'y répondre en se bornant à des réflexions générales, elle est facile à résoudre. A partir du moment où l'on prend la peine de

l'étudier en fonction des besoins connus du présent et des exigences devinées de l'avenir, elle devient complexe, car elle équivaut, en fait, à se demander sur qui il est opportun que notre influence moralisatrice cherche d'abord à s'exercer, dans quel sens et par l'emploi de quels moyens elle s'exercera.

Or, il semble bien, en bonne logique, que nous devions avoir à cœur d'atteindre en premier lieu ceux qui prendront un jour notre place et sont appelés à nous continuer : nos enfants.

Les jeunes générations attendent de nous le mot d'ordre. Quelle consigne allons-nous leur proposer ? En d'autres termes, au seuil du problème de l'apostolat, le problème de l'éducation force notre attention. Regardons comment il se pose, afin de découvrir quelles solutions lui conviennent.

*
* *

Avant toute autre considération, enregistrons une évidence dictée par le bon sens : pour élever des enfants il faut en avoir.

Nous en avons, mais pas assez. C'est là, pour ce pays, une plaie douloureuse dont les leçons

de la présente guerre ont achevé de nous découvrir la gravité. Nous savons bien, maintenant, ce que nous a coûté la diminution régulièrement progressive de la natalité, pendant le dernier demi-siècle. « Par bonheur, écrivait hier M. Etienne Lamy, les amis de la stérilité n'ont jamais été persuasifs à ce point qu'il ne restât pas de soldats pour les défendre et la France, depuis deux ans, ne cesse de rendre grâces aux pères et aux mères qui ne lui ont pas marchandé leurs fils (1). » Le péril a dessillé les yeux des plus aveugles et nous en sommes à avoir ouvert, dans nos journaux, la rubrique des « belles familles », de ces « belles familles » nombreuses pour lesquelles certains, dans un passé tout proche, n'avaient pas assez de railleries ironiques.

Les sociologues se sont remis activement à l'étude des moyens d'ordre législatif et économique propres à remédier au mal. Nous applaudissons à leurs efforts. Il faut faire plus, c'est-à-dire les encourager et leur prêter notre collaboration. Mais la question n'est pas seulement sociale et nationale, elle est aussi, et

1. *Correspondant*, 23 juillet 1916. Étienne Lamy : *Après la guerre*. A lire aussi, sur ce sujet, les belles études publiées par M. Étienne Lamy, dans la *Revue des Deux-Mondes*, en novembre et décembre 1917.

peut-être surtout, morale et religieuse. Qui dit familles nombreuses, dit, du même coup, sacrifice, confiance en la Providence, abnégation dans la discipline générale de la vie. Ces vertus ne sauraient être créées artificiellement par le seul effet de lois habilement conçues. Aux lois en effet, on ne peut rien demander d'autre que de placer les hommes dans des conditions favorables à la pratique du devoir et de ne rien faire pour le rendre tellement onéreux qu'il en devienne impossible. C'est la foi chrétienne qui tient la clef du problème parce que c'est par elle seule que la conscience peut être saisie et se sentir rigoureusement obligée.

Sur tous ces points, les convictions de nos lecteurs sont faites. Nous n'y insisterons donc pas. Le relèvement du pays dépend, dans une large mesure, du mouvement de sa natalité. Celle-ci, à son tour, sera une résultante de l'influence des principes moraux enseignés et imposés par le catholicisme.

Et nous voici, ces réflexions faites, en face des enfants qui sont déjà parmi nous, ayant aussi la pensée toute pleine de ceux qui viendront, nous en avons l'espoir, comme des anges consolateurs, prendre, à nos foyers décimés, les places laissées vides. Disons-le tout

de suite, le problème capital de leur éducation ne regarde pas seulement leurs parents et les éducateurs professionnels, il nous regarde tous.

Cette remarque est vraie d'une double manière. Elle peut s'entendre d'abord en ce sens que nous sommes tous intéressés, en tant que membres du corps social, à la bonne éducation des jeunes générations parce que rien de ce qui touche au bien de la communauté nationale ne peut nous laisser indifférents. Mais c'est là une vérité si incontestable qu'elle en est banale. Nous devons nous souvenir encore et faire ressouvenir les autres que, la vie sociale multipliant entre nous tous les contacts, l'éducation des enfants ne dépend pas uniquement de la famille et de l'école ; elle est aussi, dans une large mesure, sous notre influence à tous.

La société ne saurait se contenter d'exhorter les parents et les maîtres à bien remplir leurs devoirs ni de leur en fournir les moyens. Elle doit envisager sa propre responsabilité. A l'influence que nous exerçons sur nos enfants à nous s'ajoute celle que nous avons sur les enfants des autres.

Il est aisé d'en fournir la preuve. Chacun de nous, dans sa sphère d'action et de rayon-

nement, ne possède-t-il pas une part d'autorité ? Chaque vie ne contient-elle pas au moins la leçon d'un exemple ? Quels sont ceux, enfin, qui n'ont pas dans leur dépendance immédiate, des enfants et des adolescents ? Maîtres et maîtresses de maison ont leurs domestiques, souvent jeunes ; patrons, chefs d'industrie, commerçants, agriculteurs ont leurs ouvriers et leurs employés ; tous, nous allons, de temps à autre, nous asseoir à des foyers amis soit à cause des liens de parenté, soit par suite de l'usage et des relations sociales. Bref, tout le monde, en dehors du cercle familial, est un peu éducateur, puisque toute le monde coudoie des enfants, leur parle et agit sur eux ou en leur présence.

Ce n'est pas tout. Entre les jeunes générations et nous, il y a plus que ce contact direct, du fait qu'elles subissent les réactions de l'esprit public que nous contribuons tous à élaborer. La jeunesse baigne dans une ambiance morale, qui est une résultante de tout ce qui se fait, se dit, se lit et se pense autour d'elle. De nos manières de vivre et d'agir, de parler et de nous recréer, naît une influence d'ensemble si puissante et si pénétrante qu'il est presque impossible à l'homme mûr d'y échapper. Comment ceux dont la formation est en

voie de développement pourraient-ils s'y dérober ?

Conclusion : dans le va-et-vient d'influences qui détermine les modalités innombrables de l'esprit public, chacun possède sa part de responsabilité et l'esprit public, incontestablement, est un facteur important de l'éducation générale.

C'est cette vérité qu'énonçait Jésus, quand il s'écriait : « Celui qui scandalisera un de ces petits qui croient en moi, il vaudrait mieux pour lui qu'on lui attachât au cou la meule qu'un âne tourne et qu'on le précipitât au fond de la mer. » (Matth., xviii, 6).

Puisqu'il en est ainsi, nous sommes en droit de prétendre que le problème de l'éducation dépasse singulièrement les limites trop restreintes que l'on se contente parfois de lui assigner. Sa solution heureuse dépend sans doute des parents et des éducateurs professionnels, mais aussi de nous tous, parce que tous, nous sommes, plus ou moins, mais toujours au moins un peu, des autorités sociales et des sources d'influence.

Si l'on veut aboutir à réaliser des progrès véritables, en matière d'éducation, on ne se bornera pas à préconiser des réformes partielles portant seulement sur des points dé-

terminés, mais en somme secondaires. Ces réformes partielles sont nécessaires : loin de contester leur utilité, nous les réclamons ; mais elles ne vont pas au fond de la question.

Expliquons-nous. Il est certain, par exemple, qu'il faut faire, dans nos préoccupations d'éducateurs, une place plus large aux problèmes d'hygiène physique et corporelle et qu'il est urgent de s'appliquer à préparer une refonte des programmes scolaires et des méthodes techniques d'enseignement. Cette tâche, depuis longtemps entreprise, est en voie de bonne exécution. Il faudra la poursuivre, après la guerre, en tenant compte des leçons que les événements nous ont données. Mais serait-elle parfaitement accomplie que la question, tout en ayant fait un pas, resterait entière. Nous posséderions, en effet, des êtres vigoureux, des intelligences bien meublées ; aurions-nous, en nous limitant à ces seuls efforts, ce qu'il nous importe d'avoir : des hommes ? Nous serions mieux outillés pour les former, mais nous ne serions pas encore assurés qu'ils seront tels que nous les voulons et tels qu'il nous les faut.

Même le succès complet de nos revendications légales, à nous catholiques, en matière scolaire, tout en nous rapprochant du but, ne

nous apporterait pas la certitude de l'atteindre, car tant qu'il n'y aura pas suffisante harmonie entre la famille, l'école et l'esprit public, nous risquerons toujours de voir des influences contraires entrer en lutte et, par suite, se détruire les unes les autres.

De cette dernière observation, il serait faux de conclure que nous faisons bon marché, pour notre compte, de ces revendications légales. Nous connaissons leur souveraine importance. Il est évident que nous ne pouvons pas ne pas tenir essentiellement au respect de la conscience religieuse de nos enfants et des droits de la famille. Il ne saurait être question pour nous de nous enfermer, l'heure venue de parler, dans un lâche silence, ni de nous servir, comme d'un moyen de discorde, d'un conflit toujours latent et dont les causes ne sont pas encore supprimées. Nous espérons, d'ailleurs, de l'épreuve commune qui a rapproché tous les Français, des effets pacificateurs.

Nous ne voulons pas davantage insinuer que l'enseignement libre a cessé d'être, pour les catholiques, une nécessité. Il demeure, autant et plus que par le passé, digne de tous nos sacrifices. S'il faut, pour le maintenir et le développer, en consentir de nouveaux ou

de plus rudes, nous avons le devoir de ne pas nous y refuser et, certainement, nous ne le ferons pas.

Mais, en fait, dans la réalité concrète, chacun peut voir que l'école n'est pas tout, ni même la famille, puisque chacun est à même de constater, en regardant autour de lui, que l'école laïque n'a pas produit que des renégats, ni l'école libre que des saints, que toutes les familles chrétiennes n'ont pas que des enfants catholiques pratiquants, ni toutes les familles indifférentes ou hostiles à l'Eglise que des enfants sans religion et sans mœurs. C'est la preuve que d'autres influences agissent, sur les jeunes consciences, en dehors de la famille et de l'école, tantôt pour contrebalancer leur emprise, tantôt pour l'annihiler. Ces autres influences, c'est le milieu social, c'est l'esprit public.

Il manque à beaucoup de membres du corps social quelques-unes des qualités essentielles aux bons éducateurs. Parce qu'ils sont insuffisamment avertis de l'étendue de leur responsabilité et de la puissance de leur action éducatrice, leur ignorance, leur insouciance, leur incompétence ont de déplorables conséquences.

Travaillons donc à donner aux parents, aux

maîtres et aussi à tous ceux qui approchent la jeunesse et ont autorité sur elle, une science plus exacte et plus complète de leurs devoirs. Il ne faut plus que la famille ruine ou à peu près l'œuvre de l'école, ni l'école, celle de la famille. Il ne faut plus surtout que la vie sociale énerve, jusqu'à les briser, les efforts combinés et parallèles de l'école et de la famille.

Elevons le niveau de la compétence pédagogique de tous. L'expression pourra paraître à quelques-uns ambitieuse, ou même pédante. Entendue dans son vrai sens, elle est pourtant concrète et précise. Elle désigne, en somme, cette science des lois fondamentales de toute éducation qui est art et connaissance technique. Elle est art, cette science, parce qu'elle suppose de rares qualités de souplesse d'esprit et de sagacité ; elle est connaissance technique parce qu'elle repose sur l'acquisition, obtenue par l'étude, de quelques grandes lois psychologiques fort simples.

Pour aboutir aux résultats que nous souhaitons, point n'est besoin d'ouvrir, à tort et à travers, des écoles de pédagogie ni d'obliger chaque citoyen à se pourvoir d'un diplôme pédagogique ; ce qu'il faut, c'est combattre une incompétence par trop généralisée, c'est

remédier à l'insuffisance de réflexion d'un grand nombre sur les conséquences, funestes aux jeunes générations, de leurs paroles et de leurs actes. Nous vivons en présence de la jeunesse, qui nous juge et nous imite : voilà la vérité de bon sens que d'aucuns ont oubliée. Faute de s'en ressouvenir, ils propagent ou laissent propager des doctrines néfastes et des principes destructeurs de toute moralité et de toute énergie. Ils deviennent ainsi complices ou même auteurs responsables de l'abaissement des caractères et du mépris où sont tombées momentanément quelques vertus privées et sociales nécessaires à l'existence et à la prospérité des cités et des nations. (1)

*
* *

Le problème de l'éducation ayant été ainsi posé dans ce que nous croyons être ses vrais termes, examinons ce que peut faire chacun d'entre nous, pour en hâter la solution.

Avouons-le d'abord. Un tel examen réclamerait un livre, et non quelques pages. Nos

1. Nous recommandons vivement, sur cet important sujet la lecture du livre excellent de M. l'abbé Kieffer, directeur de la villa Saint Jean, à Fribourg (Suisse) : *L'autorité dans la famille et à l'école*, Paris, Beauchesne, 1917.

observations risquent de ressembler à la table des matières d'un ouvrage que nous ne pourrions écrire. Nous tenterons du moins, et faute de mieux, de mettre en lumière quelques idées parmi les plus importantes.

Nous commencerons par proposer aux méditations des parents quelques réflexions.

En premier lieu, sont-ils assez persuadés que leur influence éducatrice peut et doit laisser, dans la conscience de leurs enfants, une impression décisive et indestructible ? Les souvenirs des premières années peuvent subir des éclipses, parmi les vicissitudes de la vie. Il est rare qu'ils s'effacent totalement. Presque toujours, une heure vient où ils revivent et retrouvent toute leur force.

Il ne suffit pas d'instruire les parents de l'étendue de leurs droits et de leurs devoirs d'éducateurs, il est nécessaire aussi de les rendre attentifs à la valeur unique de leur influence. Les en convaincre, c'est les déterminer à en user et à en bien user, c'est aussi les engager à discerner le sens dans lequel cette influence devra s'exercer et les points sur lesquels elle portera de préférence.

L'éducation religieuse et morale est donc appelée à tenir la première place dans leurs

préoccupations. Elle doit être commencée par la mère, aussitôt que possible. C'est à elle qu'il appartient de donner à l'enfant cette initiation à la piété catholique qui précède toute instruction religieuse proprement dite et qui dispose l'intelligence à la recevoir. Cette instruction rudimentaire, c'est au foyer encore que l'enfant doit l'acquérir, au moyen de ces leçons verbales qui n'ont rien de didactique, par lesquelles se fait l'enseignement de la prière et des vérités essentielles au salut. Trop d'enfants arrivent au petit catéchisme, qu'on a laissés trop longtemps dans une pitoyable ignorance.

Surtout, leur culture morale, c'est-à-dire la formation de leur conscience, est restée par trop négligée. On les a entourés de soins affectueux, presque trop tendres ; on ne leur a point donné, en résistant à leurs caprices et en combattant les manifestations spontanées de l'égoïsme instinctif, le sens de la règle et du devoir. Ils ont déjà des défauts qui ont pris racine.

Il faut le noter aussi, en éducation comme dans l'exercice de tout autre mode d'influence, l'exemple a une vertu particulière d'entraînement et de transformation. L'enfant qui n'a jamais eu sous les yeux que les exemples d'une

foi solide, d'un travail constant, d'une sévérité de mœurs irréprochable, se trouve avoir été élevé dans un milieu sain, favorable à sa sanctification. L'idée de principes intangibles avec lesquels on ne transige jamais, forme pour toujours le fond de ses souvenirs et s'inscrit dans sa mémoire grâce à toute une série de faits dont il a été quotidiennement témoin et qui lui ont montré ses parents et ses proches obéissant les premiers aux lois religieuses et morales qu'ils lui ont prêchées. Sa vénération pour eux grandit et l'affection naturelle qu'il leur porte se double désormais d'un respect admiratif qui leur conservera toute leur autorité sur lui.

En faveur de ces observations, l'histoire de la jeunesse des saints et des vrais grands hommes dépose avec une souveraine éloquence. Combien de héros l'Eglise et la société doivent à leur mère et à l'emprise du foyer ! Combien d'hommes remarquables n'ont point donné leur mesure ou nous apparaissent aujourd'hui n'avoir été que des grands hommes manqués, parce que leur éducation n'a été qu'une suite d'erreurs pédagogiques ! On n'a pas fait assez pour les amener à la virilité du caractère, à la droiture du jugement, à l'habitude de se vaincre. Doués par la Providence

de dons admirables, ils sont restés fort au-dessous de ce qu'ils auraient dû être.

C'est ici le moment d'attirer l'attention des jeunes veuves de la guerre sur la mission qui leur incombe. Elles commettraient une faute sociale lourde de conséquences si elles s'enfermaient dans leur deuil, jusqu'à l'oubli de leur tâche. Celle-ci doit paraître à leurs yeux mieux qu'une consolation. Elles doivent la considérer comme leur devoir à la fois le plus doux et le plus essentiel. C'est à elles qu'il appartient de ressusciter, dans leurs enfants, le disparu bien-aimé, de les élever dans le culte de son sacrifice et de son souvenir. Nos pères de famille tombés en si grand nombre déjà au champ d'honneur ont eu la claire vision de ce devoir. « Je ne crains par la mort, écrivait l'un d'eux à sa femme... Je ne la crains pas, parce que je sais qu'une mort dans ces conditions, pleinement acceptée, serait pour mes trois chéris le plus salubre exemple. Vous leur direz cela, que c'est en pensant à tous les petits enfants que leur papa tombe, et qu'il faut que ceux d'entre eux qui perdent leur papa se montrent toute leur vie dignes du sacrifice (1). »

1. Cité par M. l'abbé Klein, *Correspondant*, 25 juillet 1916 *Les douleurs qui espèrent* p. 332.

Ce langage, les mères ne le tiendront pas à leurs enfants seulement durant quelques années. Le rôle de la famille, loin de cesser ou de s'amoinrir, le jour où l'enfant fréquente l'école et entre, peu après, dans la période de l'adolescence, ne fait que grandir à mesure que s'épanouissent son cœur et sa raison.

Trop de parents se croient en règle avec leurs obligations quand ils ont assuré à leurs enfants la fréquentation régulière du catéchisme et de l'école ou choisi pour lui un collège, un pensionnat qui leur offrent les garanties nécessaires. Ils paraissent alors tendre involontairement à se décharger sur le prêtre ou sur l'éducateur professionnel d'une mission dont ils n'ont jamais le droit de récuser tout le poids. En fait, leur responsabilité est demeurée entière ; s'ils font appel au concours de collaborateurs nécessaires, ceux-ci restent sous leur contrôle et ne peuvent rien sans leur appui.

Par cette réflexion, nous en arrivons à toucher l'une des plaies de ce temps, l'une de celles tout au moins dont nous avons eu beaucoup à souffrir avant la guerre. S'il est vrai que, souvent, l'école s'est dressée contre la famille, il est exact aussi, malheureusement, que la famille a parfois beaucoup gêné l'école.

Celle-ci a ses règles de discipline et de travail que la famille faisait inconsciemment fléchir quand elle prenait le parti de l'enfant contre son maître, en intercédant mal à propos, pour suspendre une punition, faire octroyer un congé, faire plier la loi commune devant les exigences de la commodité familiale.

Le mal s'est révélé plus grave encore, quand l'effort de l'école s'est trouvé détruit par le laisser-aller des vacances, quand la piété de l'enfant, que la vie de collège avait exhaussée, a succombé sous l'influence de l'indifférence religieuse rencontrée au foyer, quand une vocation naissante a été combattue par des parents dont elle gênait les combinaisons égoïstes.

Enfin, des fautes presque irréparables ont été commises, par beaucoup de parents, au moment où leurs enfants traversaient la crise de l'adolescence. C'est alors que la famille perd ordinairement le contact moral avec le jeune homme et la jeune fille et que le divorce s'effectue entre les deux générations, si les plus vieux ne savent pas apprendre aux plus jeunes à profiter de leur expérience et les garder dociles à leurs conseils.

Du seul point de vue psychologique, la crise de l'adolescence est un phénomène qui

demanderait à être étudié de tout près. Cette crise prend au dépourvu, dans la plupart des cas, ceux qui la subissent et ceux qui la voient s'accomplir. Ces derniers n'ont même pas toujours l'idée d'utiliser leurs propres souvenirs, en se rappelant comment les choses se sont passées pour eux, pour garantir leurs enfants, dans leur foi et dans leur moralité, de tout dommage ou pour les mettre à l'abri de ces déséquilibres aux tendances anarchiques qui atteignent l'adolescent livré à lui-même, jaloux de conquérir son indépendance à tout prix.

Le sujet réclamerait de longs développements. Tout ce que nous pouvons faire, dans ces pages, c'est de souligner le péril et de prier les parents d'aviser aux moyens pratiques d'y parer, en exerçant judicieusement leur droit et leur devoir de surveillance et en mettant, dans cet exercice, tout l'esprit de foi, tout le tact et toute la patience affectueuse dont ils sont capables. Ce qui rend leur tâche délicate, c'est qu'à cet âge l'enfant se ferme aux siens, très vite, et leur devient étranger par ses pensées, s'ils ne savent pas conserver sa confiance ; c'est aussi que l'autorité familiale a besoin de savoir alors se transformer sans abdiquer, de manière à demeurer entière sans devenir un

joug détesté. Rien n'est plus difficile à saisir, pour la guider sans l'étouffer, qu'une personnalité en voie d'éclosion qui se cherche elle-même et travaille à se découvrir, à la veille du jour où il faudra prendre des décisions, pour le choix d'une carrière, pour le mariage, pour l'orientation de toute la vie.

En résumé, il nous faut souhaiter, dans l'éducation familiale, des préoccupations religieuses et morales plus précises et plus amples, pendant la première enfance des jeunes générations ; il nous faut par ailleurs travailler à rendre la famille plus avertie de la collaboration constante qui doit s'établir entre elle et l'école ; enfin, l'armer de règles prudentes, pour qu'elle aide l'enfant à traverser sans dommage, cette période des incertitudes qu'on appelle l'adolescence.

Ces réflexions, que nous laissons volontairement incomplètes, vont nous permettre d'être bref dans nos observations en ce qui touche l'école, car la tâche des éducateurs professionnels est à peu près la même que celle des parents, dont ils ne sont en somme que les collaborateurs, et qu'ils suppléent, dans la mesure où ceux-ci ne peuvent agir par eux-mêmes.

Voilà pourquoi il est à souligner que leur

unique préoccupation ne saurait être de bien instruire l'enfant. C'est peut-être moins à beaucoup lui apprendre qu'à l'initier à apprendre que doit viser un bon maître. L'école pour la science seule est une formule pleine d'illusions et de danger ; toute vague qu'elle soit, il lui faut préférer celle-ci : l'école pour la vie (1).

Nous entendons par là que l'école doit être organisée, dans son enseignement, dans sa discipline, en fonction des exigences de la vie auxquelles elle est une préparation.

Maîtres et parents ont peut-être encore trop la superstition des diplômes et des examens. La part de l'éducation du jugement, dans l'enseignement, est insuffisante. De même, le jeune homme sort trop souvent de l'école et du collège avec l'horreur des livres, faute d'avoir appris à lire avec intelligence et avec profit. Il en sort aussi avec une science trop compliquée, confiée à la seule mémoire, et qui s'efface ou s'anéantit dans une confusion comique, parce qu'il n'a pas été judicieusement initié aux bonnes méthodes d'acquisition des connaissances humaines.

1. Cf. E. Dévaud, *Guide théorique et pratique de l'enseignement primaire*, Fribourg, Fragnières frères, 1917.

Du point de vue moral qui est le nôtre, quels reproches, et bien fondés, ne mérite pas notre système d'internat. La plupart des critiques qu'il a soulevées sont justes. C'est une vie, par certains côtés factice, qui est trop loin de la vie. Sans nous aventurer dans des réformes peu en harmonie avec notre caractère national, il nous serait possible d'apporter beaucoup de changements de détail à un régime scolaire dont les inconvénients sont presque par tous confessés.

Surtout, peut-être, la valeur morale de notre enseignement pourrait être augmentée. Il suffirait, pour y parvenir, de modifier le ton trop livresque des manuels, de donner une place plus large, dans le commentaire que le maître fait des textes, aux considérations ayant une portée éducatrice pour l'âme et l'esprit, bref, de se rapprocher de la vie réelle et de tenir un plus grand compte des besoins moraux de l'élève. Il nous faut retrouver le beau fruit que le jeune Français retirait autrefois des humanités, tout en l'ouvrant aux disciplines scientifiques.

Ce sont là questions techniques auxquelles nous ne pouvons nous attarder. Ayant fortement insisté plus haut sur l'influence qu'exercent l'esprit public et le milieu social sur la

jeunesse, ce sont nos desiderata sur ce point que nous avons hâte d'exposer.

Ce sont ici des habitudes de vie et de langage qu'il est pressant de modifier et une certaine forme acquise d'aveugle nonchalance qu'il faut détruire.

Prenons des exemples. Quelle est l'attitude des amis, des visiteurs, dans les relations sociales que la parenté ou les convenances nous amènent à entretenir avec les familles où se trouvent des enfants ? Ceux-ci sont choyés et gâtés par le visiteur qui croit bon de les flatter et qui venant à s'immiscer dans un domaine et dans un rôle qui ne sont pas les siens s'ingénie à prendre leur parti à tort et à travers, en les excusant, en énervant l'effet des réprimandes, en les rendant même impossibles. L'enfant a des alliés sûrs, dans presque tous ceux qui fréquentent chez ses parents. Leur présence est l'occasion ordinaire d'un fléchissement de la discipline.

Cet esprit d'indulgence et de tolérance, nous le retrouvons dans la manière dont les gens les plus raisonnables jugent les incartades des enfants des autres. Ceux qui disent : « il faut que jeunesse se passe », entendent bien que l'adage ne doit pas s'appliquer à leurs propres

enfants. S'agit-il de ceux des autres, leur sévérité disparaît. Tel père de famille grave et bien posé est le premier à rire des frasques des amis de son fils, mais s'irritera à bon droit des écarts de conduite de ce fils, s'il en commet. Il y a, dans nos jugements, deux poids et deux mesures, selon qu'en l'affaire nous sommes ou ne sommes pas personnellement en cause.

Qu'on examine, en songeant à leur répercussion sur la jeunesse, beaucoup des maximes courantes de nos conversations, on sera obligé de les qualifier souvent d'anti-chrétiennes et d'anti-sociales. Elles respirent le laisser-aller le plus dangereux ou l'arrivisme le plus pur. Ces leçons de choses qui démentent perpétuellement l'enseignement donné à l'école et dans la famille font leur chemin rapidement dans l'esprit et dans le cœur de ceux qui les entendent. Est-il exagéré d'affirmer qu'ils en viennent à considérer bientôt la morale stricte comme une convention verbale, dont on formule les articles devant la jeunesse, comme une loi à laquelle on cesse d'être soumis à partir d'un certain âge ? La pratique religieuse n'est-elle pas regardée comme obligatoire seulement jusqu'à la première communion pour les garçons, jusqu'au mariage

pour les filles ? Quelles considérations entrent en ligne de compte, au moment du choix des carrières ? La philosophie commune n'est-elle pas celle de la peur du risque et de la recherche des avantages matériels ? Les applaudissements ne vont-ils pas de préférence au plus adroit et au moins scrupuleux ? Sur quelle force fait-on fonds, pour réussir, sur la valeur de l'individu ou sur la puissance des recommandations ? Quelles défiances ne s'opposent pas aux initiatives, pour les contrecarrer !

C'est l'esprit public lentement paganisé qui nous a donné le goût du fonctionnarisme, le dédain pour la hardiesse dans les entreprises, et le respect pour ceux qui savent adroitement esquiver les charges et les responsabilités sociales.

L'amoindrissement de la France, avant la guerre, l'appauvrissement de sa puissance de rayonnement dans tous les domaines de l'activité humaine tenaient, en grande partie, à ces causes. Ceux qui nous jugeaient sévèrement nous jugeaient là-dessus autant que sur nos divisions politiques, pour nous déclarer un peuple en décadence. L'événement leur a montré que le mal était plus superficiel que profond. Jusque chez nos ennemis, nous avons

regagné le terrain perdu dans leur considération.

Il dépend de l'esprit public que l'avenir ne démente pas nos présentes espérances. Déjà, les jeunes générations d'avant-guerre avaient en partie secoué le joug de cette sorte de paresse à vivre dont nous étions atteints. La nécessité de demain, l'élan pour agir que donne la victoire achèveront la tâche commencée.

Le succès, toutefois, est encore à une condition. Il ne faut plus que l'esprit public soit le complice, par indolence, des organes de démoralisation auxquels on laissait hier le champ libre. Qui n'a gémi de l'influence néfaste sur la jeunesse de certains spectacles, de certains plaisirs, de certaines lectures ? Et ceux qui se lamentaient ainsi à bon droit n'avaient renoncé, pour eux-mêmes, ni à ces spectacles, ni à ces plaisirs, ni à ces lectures. Ils dénonçaient le danger auquel étaient exposés les autres, sans comprendre que l'existence du danger tenait pour beaucoup au fait qu'ils avaient pris rang parmi les clients fidèles des exploiters de la faiblesse humaine. Telle est la portée sociale de l'aventure souvent raillée du bon père de famille qui ne voudrait pas voir chez lui un journal illustré louche ou malpro-

pre mais l'achète régulièrement toutes les fois qu'il voyage seul.

Nous avons souffert cruellement des conséquences de ces illogismes sur lesquels nous devons aujourd'hui tenir les yeux ouverts.

Devant la détresse de tant d'orphelins, la conscience publique s'est écriée : « Tous les enfants de France, de Serbie, de Belgique sont nos enfants. A tous ceux qui n'ont plus rien, nous avons à cœur de donner le vivre et le couvert. » Ce devoir de charité est plus large qu'il ne paraît, de prime abord. La saine atmosphère morale et religieuse que chacun veut pour ses propres enfants, il est nécessaire qu'il la veuille pour les enfants des autres. C'est à cette condition que nous pourrons donner une solution heureuse au problème de l'éducation nationale.

IV

Les Relations des catholiques français entre eux

Après avoir décrit, autant que faire se peut, l'état religieux de la France contemporaine, nous avons examiné déjà deux des graves devoirs qui nous semblent plus particulièrement s'imposer aux catholiques français, dans les circonstances présentes, s'ils veulent s'employer efficacement au relèvement du pays. Soyons d'abord, chacun pour notre propre compte, déterminés à devenir des saints et des apôtres. Soyons aussi soucieux de procurer la gloire de Dieu et de travailler au bien national, en apportant tous nos soins à l'œuvre de l'éducation des jeunes générations.

Ce problème capital, nous avons essayé de préciser en quels termes exacts il se pose. Sa solution heureuse, si elle est aux mains de

la famille et de l'école, dépend aussi, en dernière analyse, de la discipline religieuse et morale à laquelle nous tous, qui formons l'esprit public, nous saurons nous astreindre. Aussi avons-nous osé réclamer que fussent prises les mesures nécessaires qui, des foyers chrétiens, feront des centres bienfaisants de vie religieuse et morale et, de la société tout entière, l'intelligente alliée des parents et des éducateurs professionnels (1).

Nous voici maintenant amenés à regarder, catholiques français, dans nos rangs, afin de chercher à savoir quelles obligations nous incombent vis-à-vis les uns des autres, à nous qui, partageant la même foi, obéissant aux mêmes chefs et visant au même but, sommes en outre citoyens de la même patrie.

La question est délicate, car nous abordons ici des terrains brûlants et allons nous trouver en face d'opinions opposées et très controversées. Il n'importe, car il existe une vérité essentielle, sur laquelle, tous, nous sommes en parfait accord : quelles que soient, sur des points particuliers, qui ne relèvent ni du dogme, ni de la morale, nos vues personnelles, nous avons tous un même amour et professons tous un égal dévouement pour l'Eglise et pour la France. Cette pensée commune res-

tera toujours, entre nous, un lien assez fort pour nous maintenir résolus à n'ambitionner tous que le bien général des causes que nous servons et non le triomphe de nos idées propres. Celles-ci, s'il y a lieu et s'il le faut, nous aurons à cœur de les rectifier et au besoin de les sacrifier.

Pour toute consigne, en ces délicates matières, ne pourrait-on proposer aux catholiques de France cette formule : *travaillez à vous unir et efforcez-vous d'agir* ? Union et action, n'est-ce pas la meilleure devise que nous puissions choisir ? Les termes, de prime abord, en paraîtront peut-être banals ; en seraient-ils, pour autant, moins riches et moins compréhensifs ? C'est ce qu'il nous faut, maintenant, nous demander.

Les conditions de l'Union.

L'Union !... L'a-t-on assez prêchée, depuis près d'un siècle, aux catholiques de France et nous sommes-nous assez exhortés déjà, les uns les autres, à faire l'impossible pour l'établir ? Tous les souverains pontifes nous l'ont demandée, avec une vigueur d'accent qui leur était inspirée par leur amour pour notre pays. Tous nos évêques ont fait écho à ces appels et se

sont appliqués à nous y faire obéir. Aucun des catholiques éminents que nous avons considérés comme les représentants laïcs les mieux autorisés de nos intérêts, n'a manqué au devoir de nous préconiser l'entente et la concorde. Tous les ont désirées et voulues ; tous ont souffert qu'elles fussent trop souvent imparfaites et incomplètes ; tous ont fait des efforts pour qu'elles fussent effectives et efficaces. Le succès, hélas ! n'a jamais été aussi entier ni aussi définitif qu'il l'aurait fallu...

Est-il opportun de constater encore, en le soulignant, ce fâcheux état de choses, en ce moment critique de l'histoire de notre pays ? A quoi bon risquer, nous objectera-t-on, de raviver de stériles querelles, ne fût-ce qu'en évoquant leur périlleux souvenir, à l'instant même où il s'oblitére ? N'importe-t-il pas souverainement, à l'heure présente, que soit respectée l'union sacrée que les catholiques français sont résolus à maintenir, non seulement avec leurs adversaires, mais encore plus, peut-être, entre eux ?

Il est exact — et nous nous en réjouissons — que la guerre nous a imposé le silence sur les questions contingentes controversées entre nous. Nos polémiques ont cessé. Ce serait, certes, une maladresse et une faute de les rouvrir

et moins que personne nous nous sentons tentés de le faire.

Mais ne serait-ce pas justement parce que nos esprits ne sont plus présentement absorbés dans ces discussions, que l'heure serait bonne pour nous élever au-dessus d'elles, pour les juger, pour nous demander si notre état d'âme, quand nous les abordions, était bien toujours ce qu'il aurait dû être ? Le recul du temps, l'inquiétude pour le sort de la patrie, née des dangers que la France a courus, le prolongement des hostilités, la nécessité où nous sommes de penser à l'avenir, le besoin que nous éprouvons tous d'envisager les lendemains de la victoire, ne nous ont-ils pas rendu une sérénité suffisante pour que nous puissions nous entretenir paisiblement, sinon de ces questions controversées elles-mêmes, du moins, des dispositions nouvelles dans lesquelles il nous faut nous mettre, pour le jour plus ou moins proche, où nous aurons encore une fois le devoir de les examiner ?

La guerre, si elle les a ajournées et reléguées à l'arrière-plan de nos préoccupations, n'a pas supprimé nos divergences d'opinions politiques et sociales. Elle ne nous a pas fait, pour toujours, unanimes sur les méthodes à suivre ni sur les attitudes à prendre. Nous restons

avec nos tempéraments propres et divers, unis sans doute et inébranlablement dans la profession de la même foi et dans la même volonté d'obéissance à ceux qui ont reçu de Dieu mission de nous conduire, mais divisés aussi, les uns portés, en politique, à plus d'intransigeance pratique, les autres enclins à plus de temporisation ; ceux-ci, en sociologie, plus pressés de donner leur concours à des réformes hardies, ceux-là, désireux d'une moindre hâte. Dans le domaine des sciences religieuses, qu'il s'agisse d'histoire, de théologie, d'exégèse ou d'apologétique, les tendances des catholiques français ne sont pas toutes identiques, ceux-ci s'alarmant de ce que ceux-là semblent aller trop loin, les uns se plaignant de la routine à laquelle ils accusent les autres de se complaire.

Tels sont les faits, qu'il faut prendre tels qu'ils sont, sans s'étonner ni s'alarmer qu'ils soient tels, mais en cherchant, puisqu'ils sont tels, la meilleure conduite à tenir les uns envers les autres, si nous voulons réaliser l'union.

Or, nous serons unis, croyons-nous, à trois conditions : d'abord, si, dans les controverses, nous mettons les décisions de l'autorité hors d'un certain genre de discussion et si nous ne ménageons jamais à cette autorité l'obéissance

et le respect qui lui sont dus ; ensuite, si nous visons, dans les rapports entre catholiques, à l'union possible, sans prétendre à réaliser entre nous, sur toutes les questions, une unanimité de vue chimérique ; enfin, si nous savons rester fidèles, en soulignant nos divergences d'opinion et en les discutant, aux lois fondamentales de la charité chrétienne et fraternelle.

Mettre d'abord, dans nos controverses, les décisions de l'autorité hors d'un certain genre de discussion et ne ménager à cette autorité ni l'obéissance ni le respect qui lui sont dus, qu'est-ce à dire ? C'est, en somme, se souvenir pratiquement de la constitution de l'Eglise catholique en conformant sa conduite aux principes sur lesquels elle repose et ne pas se contenter de donner à cette constitution une adhésion purement théorique. Nous croyons, au sens du catéchisme et selon l'enseignement commun des traités de théologie, à la suprématie et à l'infailibilité du Pontife romain. Nos règles de foi, en ces matières, sont précises et claires. Nous savons aussi que nous devons nous incliner devant les directions romaines et épiscopales et les suivre, même en des domaines où nous gardons notre liberté

d'appréciation, parce que nos chefs religieux ont autorité pour nous commander et grâce d'état pour nous conduire. Des décisions peuvent intervenir qui nous déplairont, que nous jugerons inopportunes. Puisqu'elles viennent de qui a qualité pour les prendre, elles doivent être accueillies sans murmures ni arrière-pensées, et exécutées avec une docilité humble et confiante.

Cette attitude, les adversaires du catholicisme, dont quelques-uns pourtant sont si férus de discipline de classe ou de parti, la qualifieront encore de servile. Elle n'est pourtant qu'une marque de sens droit et de sagesse. L'autorité n'a-t-elle pas pour elle, outre son pouvoir de commandement, qui est indiscutable, une assistance spéciale de l'Esprit-Saint, dans l'exercice de ses fonctions redoutables ? N'a-t-elle pas aussi ses raisons d'agir que nous ne pouvons avoir la prétention de connaître toutes et qu'elle ne peut pas d'ailleurs toujours nous fournir immédiatement ? N'est-elle pas enfin en posture de juger les choses de plus haut et de plus loin que nous, nous offrant ainsi, de par sa situation même, des garanties sérieuses d'impartialité ?

Notre devoir, avant qu'elle ne se prononce, est de l'éclairer en l'informant, scrupuleuse-

ment et exactement, de tout ce qu'il lui est utile de savoir. Nous devons aussi lui faire, avec toute la déférence voulue, nos représentations, en lui exposant nos raisons. Quand elle a tranché, tout en obéissant avec une loyauté qui ne puisse prêter à aucune équivoque, nous pouvons encore lui signaler les inconvénients que nous avons cru découvrir aux décisions qu'elle a prises, moins préoccupés alors du risque de lui déplaire que de l'obligation où nous sommes de la renseigner, mais toujours soucieux de ne rien dire et de ne rien faire publiquement qui soit de nature, soit à l'atteindre dans son prestige, soit à la diminuer dans l'esprit de quelques-uns, soit à exciter contre elle une pernicieuse animosité.

Notre tort, en ces circonstances délicates, c'est de nous répandre en propos vains dans les conversations particulières, d'accabler de nos récriminations ceux qui ne sont pas qualifiés pour les entendre, bref, de nous agiter auprès de ceux qui ne peuvent tirer que du dommage de notre intervention maladroite. C'est une détestable pratique que de se plaindre à l'écart et sournoisement, que de se comporter en boudeur mécontent, que de jouer à l'esprit frondeur qui dirait bien ceci et ferait

bien cela, mais qui, au lieu de le dire et de le faire selon la sagesse et le devoir, s'énervé à colporter des propos qui aigrissent et celui qui les tient et ceux qui y prêtent une oreille malicieusement complaisante.

Quand une question libre est en discussion, étudions-la, si elle est du ressort de notre compétence ; travaillons de notre mieux à l'élucider et donnons notre avis à ceux qui ont qualité pour nous le demander et pour le recevoir. Entre pairs, soutenons nos opinions avec chaleur, tout en sachant garder la modération du ton et celle des idées, tout en prenant garde à ne pas nous laisser entraîner à des déclarations de résistance que nous croirions ensuite devoir traduire en actes, par un faux point d'honneur. Devant ceux enfin que notre langage pourrait troubler parce qu'ils ignorent encore les difficultés que nous connaissons, usons de réserve et de discrétion.

Il n'est pas rare que l'homme mûr demeure enfant par certains côtés de son caractère, et qu'il conserve, jusqu'au soir de sa vie, quelque chose de l'esprit défiant et prévenu qui se rencontre souvent chez le collégien ou le subalterne. Il s'irrite qu'on ne veuille ni l'écouter, ni tenir compte de ses avis, et il oublie, en

manifestant son mécontentement, qu'il a gardé le silence, quand il y avait, pour lui, devoir de parler. Nous nous défierons donc d'une tendance trop naturelle à certains, pour lesquels tout ce qui vient de l'autorité est, *a priori*, suspect. Il n'est pas de prescription qui, à certains jours, ne gêne; il n'en est guère qui présente, dans le domaine des contingences, une solution exempte d'inconvénients. Au lieu de l'accepter, à cause des nécessités supérieures qui ont déterminé son choix et sa promulgation, nous ne considérons que la gêne qui nous est imposée et nous nous répandons en doléances. Nous serons moins crédules enfin, quand on critiquera devant nous les mesures prises, et nous nous montrerons moins disposés à accueillir avec faveur toutes les plaintes qui s'expriment en notre présence. N'est-ce pas notre passivité qui permet parfois à certains courants d'opinion de prendre corps et consistance? Ne serait-il pas étrange que nous tombions à notre tour dans le travers d'un parti pris qui accepte, sans examen, tout ce qui se débite dans le laisser aller des causeries familières, quand c'est là, justement, un reproche que nous adressons avec raison aux adversaires de notre foi, lorsqu'ils se font les auditeurs complaisants ou les transmetteurs

ignorants de tant de fausses imputations dont on nous accable ?

Confesser les droits de l'autorité, avoir le sentiment de l'étendue de ses responsabilités et de la complexité de sa tâche, c'est, vis-à-vis d'elle, la seule attitude conforme au bon sens et à l'esprit de foi. Nous serons ainsi garantis contre le péril d'opposer un pape à un autre pape, un évêque à un autre évêque, un curé à un autre curé ; nous couperons court également, de cette manière, à tant de propos inconsiderés, qui entretiennent, parmi nous, quelquefois, un état d'esprit aussi défavorable à la concorde qu'à l'obéissance loyale.

L'autorité ayant été ainsi mise hors de cause et le respect comme l'obéissance qui lui sont dus se trouvant assurés, visons encore, si nous voulons être unis, au possible et non au chimérique.

Le chimérique, ce serait, entre catholiques, sur les mille questions contingentes de la politique, de la sociologie ou de la science où les opinions sont libres, une complète et absolue uniformité de vues. Cette uniformité est pratiquement impossible. Est-elle seulement souhaitable ?

Elle est pratiquement impossible, parce que personne ne peut songer à supprimer les causes de quelques-unes de nos divergences d'appréciation. Aucun homme ne se défera facilement de sa tournure d'esprit, de ses goûts, de l'influence subie par l'éducation. On peut se réformer, se corriger, s'adapter ; chacun garde, malgré tout, ce qu'il y a d'irréductible au fond de son tempérament et qui est la marque de son individualité. Toute intelligence en activité est en mouvement. Elle étudie, elle réfléchit, elle compare, elle s'efforce de conclure. Or, les éléments innombrables qui servent à l'élaboration de ces conclusions sont trop divers, pour qu'il n'y ait pas, parmi nous, de l'un à l'autre, quelque différence, si minime qu'on la suppose, entre les solutions adoptées.

Au demeurant, cette uniformité est-elle souhaitable ? En somme il faut répondre hardiment : non. L'esprit humain n'est ni assez vaste, ni assez compréhensif pour que chaque homme puisse voir, sous tous leurs aspects, tous les problèmes. En disant ce qu'il pense et en proposant son avis, après avoir étudié et réfléchi consciencieusement, chacun ne peut qu'apporter sa part de lumière ; c'est sa contribution à l'effort commun. Nous ne devons

donc pas tant nous considérer comme des adversaires qui travaillent à triompher les uns des autres que comme des collaborateurs qui cherchent, réciproquement, à s'éclairer. C'est à cette forme supérieure d'une sorte de coopération désintéressée et fraternelle, ayant pour objet la découverte du meilleur, que nous devons tendre. Entre hommes qui professent la même foi, et dont les âmes et les esprits sont unis par les sommets et par un égal amour de la même cause, la divergence des opinions doit n'introduire qu'un genre de polémique et de controverse qui exclut les animosités personnelles.

Pour qu'il en soit ainsi, il est indispensable que nous cessions de faire entrer, comme il arrive, en ligne de compte, la considération de notre propre succès et que nous ayons seulement pour but, non la victoire de nos conceptions, parce qu'elles sont les nôtres, mais leur adoption parce que, de fait, nous aurons amené les autres à reconnaître qu'elles sont les plus justes, les plus sages, les plus opportunes. Chacun doit devenir assez désintéressé et assez humble pour être capable de rectifier son opinion et, au besoin, d'y renoncer, à partir du moment où l'enrichissement de son information et ses méditations sur les données

fournies par autrui lui imposent un changement de point de vue ou une modification de la tactique préconisée. Agir ainsi, c'est faire preuve de bon sens et de modestie, c'est montrer que l'on ne s'appuie pas uniquement sur la confiance que l'on a en ses propres lumières, c'est être intelligent, c'est-à-dire apte à comprendre et la complexité des idées et celle des situations. C'est enfin s'être délivré de cette part de vanité qui, en temps de polémique, se glisse en nous et parvient parfois à si bien obscurcir notre jugement que nous risquons de ne plus voir clair et de nuire à la cause que nous voulons servir, au lieu de la favoriser.

A tout prendre, rien n'importe moins que nous-mêmes, rien n'importe plus que le bien commun. La seule affaire en cause, ce n'est pas le triomphe d'un point de vue sur un autre, ce n'est pas que nous soyons rangés dans le camp des vainqueurs ou dans celui des vaincus, ce n'est pas que l'opinion de celui-ci l'emporte sur l'opinion de celui-là, c'est que la meilleure solution soit découverte, puis acceptée. Si notre avis prévaut, réjouissons-nous, mais non comme un homme qui a battu son adversaire, et que cette victoire enchante, parce qu'elle satisfait son amour-pro-

pre ; s'il est écarté, inclinons-nous, en songeant qu'après tout nous sommes faillibles et que nous ne saurions prétendre sans orgueil au monopole de l'absolue sagesse et de la science parfaite. Conformons-nous alors loyalement aux décisions adoptées, et, s'il s'agit d'un domaine où notre liberté d'action et d'appréciation reste encore entière, comme dans certaines questions politiques et sociales, évitons du moins de créer la division en fomentant les désunions et les querelles ou en nous faisant l'agent d'une opposition irréductible. Réservons-nous enfin pour l'heure où nous pourrons, sans inconvénient, reparaître. Quant au concours que nous pouvons donner, fournissons-le sans arrière-pensée et ne soyons pas de ceux qui se retirent sous leur tente, pour l'unique motif qu'on les a blessés en ne les écoutant pas.

Par suite de l'humaine faiblesse, cette manière de concevoir et de pratiquer les luttes intellectuelles sera toujours difficile à réaliser. On peut avoir du moins la volonté de se rapprocher le plus possible de cette attitude idéale et faire ce qui se doit et se peut, pour y réussir. On y parviendra, si l'on se décide, de part et d'autre, à respecter toujours, dans les con-

traverses et les polémiques, les lois de la charité chrétienne et fraternelle.

On sait assez en quoi consiste ce respect et quelles sont ces lois. Tout se ramène à l'observation d'une stricte justice entre ceux qui n'ont pas sur tous les points les mêmes opinions.

Il n'est permis à personne, d'abord, de suspecter, sans motif grave et plausible, les intentions ou la conduite d'autrui. Avant d'oser accuser publiquement un catholique d'être sorti de l'orthodoxie et d'avoir entamé les données certaines de la foi, il faut être bien sûr de ce que l'on va avancer et se souvenir que de tels propos, gros de conséquences, ne doivent jamais être lancés à la légère, par le premier venu, dans le feu d'une discussion. On n'y regardera jamais assez à deux fois, avant d'attaquer un croyant, prêtre ou laïc, dans ce qu'il a de plus précieux au monde, son honneur de croyant fidèle et sincère. Derrière les opinions, il y a les hommes qui les défendent. Ceux-ci ont une réputation, ils exercent souvent des fonctions qui leur confèrent une autorité et une influence. Or, il est toujours dangereux, quelquefois injuste, de s'exposer à ruiner une réputation, à diminuer une autorité, à arrêter une influence, en jetant un

adversaire en pâture à la malignité publique. De telles inadvertances de plume ou de langage peuvent entraver pour longtemps un ministère fécond, briser une carrière sacerdotale, réduire à néant l'activité bienfaisante de tout un apostolat... N'est-ce pas assumer, devant sa conscience, une lourde responsabilité que de rendre un homme suspect à ses frères ou à ses supérieurs? Celui que l'on a obligé à se défendre, en prenant à parti non ses idées, mais sa personne, se trouve toujours un peu, de ce fait, placé en état d'infériorité, parce que, étant sous le coup d'une accusation douloureuse, il garde, aux yeux d'un bon nombre d'esprits superficiels, une sorte de situation de défaveur ; il est celui auquel on a demandé des comptes ou des explications, que l'on a malmené avec ou sans esprit, dont peut-être on a fait sourire, que peut-être on a raillé, pour l'amusement d'une galerie de gens auxquels ne déplaît pas ce genre de spectacles.

Souvenons-nous aussi qu'en exposant nos opinions, nous avons tendance à transformer très vite nos vues particulières en affirmations doctrinales et à en faire des données sûres et authentiques de la foi. C'est là une tentation à laquelle il est facile de succomber, d'ailleurs de très bonne foi, parce que c'est

là, en somme, un moyen commode de finir le débat en pesant sur ses conclusions de tout le poids de l'autorité de l'Eglise. Ce peut être aussi un procédé pour se débarrasser de quelqu'un dont on n'aime pas les idées, bien qu'il s'agisse, en l'occurrence, d'idées que ce quelqu'un a le droit d'avoir. A l'aide d'une épithète qui sert d'ordinaire à qualifier une opinion condamnée et qu'on accole régulièrement à son nom, on crée à un homme une réputation d'hétérodoxie, on fait de lui un hérétique sournois et honteux, on laisse planer sur lui une suspicion permanente ; on aboutit ainsi à la dépréciation lente et parfois voulue d'une personnalité honorable.

Faut-il enfin refuser de désarmer devant ceux qui, s'étant trompés de bonne foi, se sont courageusement soumis et corrigés, donnant ainsi l'exemple de l'obéissance et de l'humilité ? Est-il défendu de leur tenir compte de leur générosité ? Doit-on leur interdire, *a priori*, tout droit de parler et d'agir, s'ils sont fidèles aux promesses qu'ils ont faites ? Se privera-t-on toujours de leur concours ? Les laissera-t-on pâtir d'une sorte de déconsidération irréductible ? Sans doute, il faut prendre avec eux ses sûretés ; mais, celles-ci prises, peut-on, sans l'assentiment de

l'autorité légitime et sans son ordre, de soi-même, leur tenir rigueur, durement et sans ménagements ?

En parlant ainsi, nous ne voulons nier ni l'audace des novateurs, ni la maladresse des imprudents, ni le goût détestable de quelques-uns pour les étrangetés. Nous ne prétendons pas davantage que, sous prétexte de charité, il faille leur laisser le champ libre. Les débonnaires sont un encouragement tacite pour la témérité. Tout ce que nous voulons dire, c'est qu'il y a des précautions à prendre pour éviter de donner aux controverses et aux avertissements nécessaires un ton et des allures qui blessent et qui enveniment les discussions. Il est un sens de la mesure, fait de justice, de réserve et de tact, que doit chercher à posséder quiconque se mêle aux polémiques et aux controverses.

Au reste, qui donc, ayant quelque expérience, ignore que, si l'on ne faisait pas bonne garde, l'erreur, toujours subtile, aurait beau jeu à se glisser partout ? Puisqu'il existe des esprits aventureux et des jugements peu sûrs, leur surveillance est une nécessité. Mais cette fonction de vigilance est trop délicate pour que ceux qui l'accomplissent croient pouvoir être dispensés de s'en acquitter avec

équité et bonté, et surtout, pour que n'importe qui s'arroge le droit de l'exercer, sans mission ni mandat. Pour cet office, l'autorité légitime a désigné des hommes qui ont fait leurs preuves, tant de compétence que de charité : appartient-il à quiconque de se substituer à elle, au moindre fidèle de déchirer son curé, à n'importe quel ecclésiastique de s'en prendre à n'importe quel autre, à tout laïc, à tout journaliste, de citer à sa barre infallible quiconque n'a pas épousé toutes ses opinions ?

Il faut une censure sévère, ayant l'œil toujours ouvert et qui soit incapable de longanimité et de complaisance. Cette censure existe dans l'Eglise ; elle y fonctionne officiellement, au vu et au su de tout le monde ; elle est entourée de toutes les garanties que l'on peut souhaiter. Elle doit être respectée et obéie. Nous avons, par ailleurs, entre nous, un droit de discussion dont nous pouvons user, en restant dans les limites de notre compétence et en observant les lois de la charité. N'est-ce pas suffisant ?

Au lendemain même de son avènement au trône pontifical, le pape Benoît XV a rappelé ces vérités et ces principes, dans sa première Encyclique : il s'est alors exprimé dans un

langage très énergique. Entendons-le. « Les ennemis de Dieu et de l'Eglise, écrivait le Souverain Pontife, comprennent bien que toute division chez nous, dans l'œuvre de notre défense, devient pour eux une victoire. Aussi recourent-ils fréquemment à cette tactique : quand ils voient les catholiques bien unis, ils s'efforcent de jeter habilement parmi eux les semences de discordes et de détruire ainsi leur cohésion. Plût à Dieu que cette tactique ne leur ait pas réussi trop souvent au détriment de la religion ! Ainsi donc, dès que l'autorité légitime a fait une prescription positive, qu'il ne soit permis à personne de s'y soustraire, sous prétexte que cela lui déplait, mais que chacun soumette sa manière de voir à l'autorité du supérieur et lui obéisse, par devoir de conscience. De même, que nul particulier, par la publication de livres ou de journaux ou par des discours publics, ne s'érige en maître dans l'Eglise. Tous savent à qui a été confié par Dieu le magistère de l'Eglise ; à celui-là pleine et entière liberté doit être laissée de parler quand et comme il le juge à propos ; le devoir des autres est de l'écouter avec déférence et de se conformer à sa parole. A l'égard ensuite des questions où, sans détriment de la foi ni de la discipline, on peut

discuter le pour et le contre, parce que le Saint-Siège n'en a encore rien décidé, il n'est interdit à personne d'émettre son opinion ou de la défendre ; mais que dans ces discussions on s'abstienne de tout excès de langage qui pourrait offenser gravement la charité ; que chacun soutienne son avis librement, mais qu'il le fasse avec modération et ne croie pas pouvoir décerner aux tenants d'une opinion contraire, rien que pour ce motif, le reproche de foi suspecte ou de manquement à la discipline. »

Précisant davantage encore sa pensée, le Pape ajoutait : « Nous voulons que les nôtres s'abstiennent de certaines appellations dont on a commencé depuis peu à faire usage, pour distinguer les catholiques des catholiques ; qu'elles soient évitées non seulement en tant que *profanas vocum novitates*, nouveautés profanes de mots, qui ne sont conformes ni à l'équité ni à la vérité, mais encore parce qu'il en résulte parmi les catholiques une grave agitation et une grande confusion. »

Il nous a semblé trouver dans cette page, magistralement exposés par l'autorité souveraine, les trois principes de concorde et d'union dont nous avons donné la formule : l'autorité légitime toujours hors de cause et de

discussion et toujours loyalement obéie ; la faculté laissée à chacun d'exprimer librement son opinion, sur les questions non tranchées ; la charité chrétienne et fraternelle présidant enfin à nos controverses. Nous n'avons pas cru faire autre chose que d'en présenter l'indigent commentaire. En définitive, pour demeurer unis, nous n'avons qu'à nous en tenir, vraiment et de toutes nos forces, à la loi tracée par le vieil adage : *in dubiis, libertas ; in necessariis, unitas ; in omnibus, caritas*. Elle est simple, elle est juste. Dans la pratique, il faut beaucoup de sens chrétien, d'esprit surnaturel et de souci du droit d'autrui pour y demeurer fidèle. Il serait à tout le moins singulièrement étrange que des catholiques ne puissent parvenir à y conformer ordinairement leur conduite.

Les conditions de l'Action.

Ayant ainsi travaillé à nous unir et y étant parvenus, nous nous efforcerons d'agir.

Il ne saurait être question, dans ces pages, d'examiner par le détail quelles œuvres déjà entreprises il convient aux catholiques de poursuivre, ni quelles œuvres nouvelles, répondant aux besoins d'aujourd'hui ou de de-

main, il nous faudra créer. Avant de résoudre ces questions d'application pratique, il en est d'autres dont il faut d'abord chercher la solution.

Or, de toute évidence, l'action réclame des hommes capables d'agir. Notre première préoccupation doit donc être, d'une part, d'augmenter le nombre de ceux qui sont résolus à agir ; d'autre part, en améliorant ceux qui veulent agir, tant au point de vue du zèle que de la compétence, de les rendre aptes à exercer une influence plus profonde et plus efficace.

C'est donc au recrutement de ceux qui veulent et qui peuvent être apôtres qu'en premier lieu nous devons songer. Nos soins les plus pressants doivent aller à la recherche et à la culture des vocations sacerdotales et religieuses. L'Eglise catholique, en France, a besoin de prêtres, plus que jamais, car le clergé de notre pays a été décimé par la guerre à l'heure même où sa tâche s'amplifie et où la moisson des âmes s'annonce plus riche en espérances. Nous sommes en droit de croire que les cruels sacrifices si généreusement consentis pour la patrie par nos jeunes confrères vaudront à leurs diocèses une recrudescence du nombre

des ouvriers évangéliques. Cette recrudescence nous la devons aux prières de ceux qui ont versé leur sang, entendant bien mourir pour la cause de la Justice et du Droit et dont le trépas glorieux a été, de par leur volonté, un acte hautement significatif de réparation et d'expiation. Nous la devons aussi aux efforts des survivants qui, dociles à la voix de nos évêques, s'emploient ardemment à orienter les âmes enfantines vers le sanctuaire et l'autel et s'adresseront, avec insistance, aux familles chrétiennes, pour leur donner une complète intelligence de ce que réclament d'elles et l'Eglise et la Patrie.

Au reste, si ceux qui sont tombés sur les champs de bataille sont nombreux, des vocations aussi sont nées, parmi les défenseurs du pays, à la lumière de la foi reconquise ou sous l'impulsion des événements. Le concours de ces ouvriers évangéliques ne compensera sans doute pas nos pertes, mais nous y trouverons une aide précieuse et un moyen excellent d'action sur les masses.

Mais toute la question de l'extension de l'apostolat catholique ne tient pas dans celle du recrutement et de l'augmentation des membres du clergé séculier et régulier. C'en est là un facteur et le plus important ; ce n'est pas

le seul. Elle tient aussi dans la floraison des vocations religieuses parmi les femmes, les congrégations de femmes, contemplatives, charitables ou enseignantes, étant pour le clergé d'indispensables auxiliaires. Elle dépend enfin de la diffusion de l'esprit de charité parmi les laïcs de l'un et de l'autre sexe.

Cette diffusion était en bonne voie, quand survint la guerre. Dans nos œuvres de jeunesse, d'abord, se formait alors une élite agissante appartenant à toutes les classes sociales et qui commençait de faire ses preuves, en étendant ses conquêtes, avec un rare bonheur. Cette élite, elle aussi, dans sa partie masculine, la guerre l'a décimée. Elle se reforme déjà. Elle se reformera surtout très vite si, dans nos patronages, on s'applique à saisir l'adolescent à l'âge où s'éveillent en lui l'esprit et le cœur, si, après l'avoir préservé des déchéances possibles, on l'arme de courage et de vertu, pour le bon combat. Présentement, le ministère paroissial est devenu si chargé, tant de directeurs d'œuvres ont été mobilisés, que cette éducation postscolaire a été rendue singulièrement difficile, faute de temps et d'hommes à y consacrer. Elle s'impose cependant d'autant plus que l'absence prolongée des pères, des frères aînés et des maîtres a plus ou

moins désorganisé beaucoup de foyers et d'écoles, et que l'adolescence risque ainsi de demeurer un peu abandonnée. Par ailleurs, à la ville comme aux champs, le travail l'accapare de bonne heure et c'est une autre source de complications qui rendent malaisées la persévérance et l'organisation des associations. On tiendra compte de ces faits, mais on ne se laissera pas déconcerter par leur existence. Il reste encore, à côté du clergé surchargé, des hommes et surtout des femmes dévouées pour suppléer ceux qui manquent. Si on le veut bien et fortement, non seulement les patronages ne seront pas fermés, mais ils pourront poursuivre, d'une manière peut-être un peu différente, leur florissante carrière. On commettrait une erreur en délaissant les œuvres de jeunesse, partout où l'on pourra faire autrement, ou en ne les rouvrant pas, partout où cela sera possible, ou en n'en créant pas, partout où on le pourra.

Les patronages de jeunes filles sont, en ce moment, plus faciles à garder et à développer. Les catholiques doivent y consacrer leur zèle, car nous n'aboutirons à rien si nous ne nous efforçons pas de multiplier le nombre de celles qui seront bientôt les épouses chrétiennes.

Sur ce terrain des œuvres, la faute serait

lourde, de notre part, si nous ne songions pas au lendemain de la guerre.

Ce n'est pas, au surplus, dans la jeunesse seule que peut se recruter l'élite agissante. Les fidèles d'âge mûr lui fourniront aussi, si nous le voulons, un appréciable contingent. Cette fois encore, nous n'avons qu'à poursuivre la tâche déjà fort bien commencée en utilisant à nouveau les concours qui nous étaient, hier, si généreusement apportés par tant de chrétiens excellents et de chrétiennes zélées. Leur activité est aujourd'hui presque absorbée par les œuvres de guerre, mais les cadres des organisations anciennes, grâce à ces œuvres mêmes, sont demeurés. Combien, au reste, parmi ces auxiliaires d'hier ont acquis, dans l'exercice de leur apostolat du moment, une expérience charitable et sociale qui ne sera pas perdue pour leurs entreprises futures ! Leur connaissance des besoins populaires et de l'état d'âme de ceux qui souffrent est devenue plus complète. Ils savent mieux et ce qu'il faut faire et comment il faut le faire. Par les services rendus, ils ont abattu bien des barrières entre le peuple et nous et anéanti, rien qu'en faisant du bien, beaucoup de préjugés rebelles jusqu'ici à l'influence de nos dissertations.

Mais il faut faire plus. Il faut réveiller de leur indifférence, voire de leur hostilité, vis-à-vis des œuvres d'apostolat, un trop grand nombre de chrétiens et de chrétiennes auxquels la guerre doit avoir ouvert les yeux sur l'étendue de leurs devoirs sociaux et de leur responsabilités. Ce n'est pas impossible, car bien des circonstances favorables, depuis trois ans, ont travaillé pour nous. Ne négligeons pas de montrer l'apostolat comme l'aboutissement normal de leur piété renouvelée à tant d'âmes dont les événements ont secoué l'apathie et élevé le niveau moral, à tous ceux par exemple qui sont venus à la communion fréquente ou quotidienne. Adressons-nous encore à ceux et à celles dont la guerre a provoqué l'élan charitable et qui, par patriotisme, ont renoncé à leurs habitudes d'insouciance et de vie mondaine pour se consacrer aux blessés, aux orphelins et aux victimes du terrible fléau. Ne sont-ils pas à même de comprendre que les raisons qui les font agir aujourd'hui seront aussi pressantes demain, pour les déterminer à collaborer à la réparation des maux de la guerre et au relèvement des ruines matérielles et morales qu'elle a entraînées avec elle?

Reste enfin une dernière catégorie de per-

sonnes dont le concours sera facilement acquis aux œuvres d'apostolat. Ce sont celles dont la guerre a détruit le foyer et qui n'ont plus ici-bas, pour ainsi dire, d'attaches humaines. Représentons-leur les œuvres de charité et toutes les entreprises du zèle apostolique, non seulement comme un heureux dérivatif à leur peine et comme un moyen d'en sentir moins lourdement le poids crucifiant, mais comme la vraie manière de se donner des raisons de vivre en poursuivant un but immédiatement utile. Montrons-leur que c'est là, pour elles, la seule façon chrétienne de rester fidèles à la mémoire de ceux qu'elles pleurent et de répondre à leurs intentions. Nos morts glorieux ont fait joyeusement pour la Patrie le suprême sacrifice. Si nous voulons que ce sacrifice soit fécond et qu'il entraîne après lui tous les effets qu'il comporte, il est de notre devoir de continuer la tâche qu'ils ont laissée inachevée. Au prix de leur sang versé, ils ont sauvegardé l'honneur du Drapeau et aussi l'indépendance du pays. Cette France sauvée par eux et restaurée dans sa dignité nationale et dans son intégrité territoriale, cette France dont ils ont agrandi le patrimoine moral et enrichi l'âme éternelle, ils attendent de nous, qui avons été appelés à leur survivre, que

nous mettions à son service, généreusement, tout comme eux-mêmes, toutes les ressources dont nous disposons et, en premier lieu, notre influence sociale. Ce serait trahir leur souvenir et rendre stérile le culte dont nous les entourons, que de nous absorber dans un deuil égoïste.

Tout en nous évertuant à grossir le nombre de ceux qui offriront, leur concours à l'apostolat catholique, nous n'oublierons pas que, pour faire un bien réel, la bonne volonté seule, si grande soit-elle, ne suffit pas. L'apôtre ne parvient à s'élever à la hauteur de sa tâche que s'il se sanctifie sans cesse en l'accomplissant. D'autre part, il n'obtient des résultats durables que si, pour l'emploi du zèle qui l'anime, il cherche à acquérir la compétence technique qui rendra producteur son effort.

Inculquer aux esprits la conviction qu'il y a, pour le chrétien un devoir d'apostolat, ce n'est qu'un premier stade à faire franchir aux âmes. Il faut les amener aussi à comprendre et à admettre pratiquement que l'efficacité de leur labeur est liée, pour une grande part, à leur progrès spirituel. Notre autorité s'affermir de la leçon de nos exemples et l'accomplissement d'un bien profond ne va pas sans sacri-

fices douloureux, consentis chaque jour, par qui veut agir. Jésus-Christ a sauvé le monde par la Croix, après avoir gravi le Calvaire. Toute grande œuvre s'enfante, se poursuit et s'achève dans la douleur. Celle-ci se présente sous mille formes, dont il convient de ne récuser aucune. Le seul fait d'agir exige de la peine. Aucune action ne se fait sans victoire remportée sur des obstacles et les plus irréductibles ne sont pas toujours et uniquement ceux qui naissent de la malice ou de l'incompréhension des autres. Beaucoup sont en nous, dont la destruction n'est jamais définitive et qui tiennent au fond corrompu de notre nature. Nous avons à nous rendre maîtres des tentations du découragement, des pièges de l'orgueil, des retours offensifs de l'égoïsme, des illusions de la susceptibilité. Il faut à l'apôtre des vertus solides, l'humilité, l'abnégation, le don de soi. Faute de posséder ces vertus ou de vouloir les acquérir, il est voué à l'échec, car son zèle est verbal et inconsistent.

On le sentait si bien, avant la guerre, que les retraites spirituelles pour les personnes d'œuvres étaient devenues d'un usage courant dans nos diocèses, et que leur nombre comme leur fréquentation allaient sans cesse en augmentant. Il ne saurait être question d'aban-

donner une méthode de formation religieuse à l'apostolat catholique qui a fait ses preuves. Nous aurons recours à ces retraites spéciales plus que jamais. Nous leur devons trop dans le passé pour les négliger dans l'avenir.

Dans ces retraites, une place était généralement faite, sous forme de conférences pratiques, à l'étude des œuvres elles-mêmes ; on y consacrait chaque jour une ou plusieurs heures à la manière de les promouvoir et de les diriger. Cette façon de procéder, loin de nuire à la ferveur et à la piété, loin de distraire les âmes de la pensée fondamentale de leur sanctification, avait l'avantage de mettre en évidence à tous les yeux le lien qui rattache la culture spirituelle à l'existence active. Elle fournissait à la charité rendue plus brûlante les éléments d'information dont elle a besoin pour savoir comment se dépenser. Les congrès cantonaux et diocésains, les assemblées de personnes adonnées au même genre d'apostolat tantôt préparaient ces réunions plus intimes, tantôt en prolongeaient et en complétaient l'effet bienfaisant. Enfin, à qui voulait se mettre au courant des initiatives à prendre et des bonnes méthodes à suivre, une littérature abondante offrait un ensemble incomparable de renseignements. Nous ne croyons pas

nous tromper en affirmant que ce mouvement avait pris, avant la guerre, chez les catholiques de France et aussi de Belgique une extension qui ne se rencontrait pas ailleurs à un égal degré. Nous croyons aussi que les catholiques de France n'auraient pas pu apporter aux œuvres de guerre une collaboration aussi efficace s'ils n'avaient pas été préparés à une telle tâche par tout leur passé d'apostolat social et populaire. On leur a reconnu, dans le pays tout entier, des talents d'organisation, une science du savoir vite et bien faire, un zèle intelligent et prompt, qui n'étaient, en somme, que le fruit d'un long apprentissage du dévouement et de l'art de créer des entreprises bien menées.

Nous devons viser à ne rien perdre de ce que nous avons acquis. Avec la sainteté personnelle, la compétence technique s'impose à qui veut agir. Quels que soient nos mérites et nos succès, il reste vrai que nous avons parfois souffert, dans les œuvres, d'un gaspillage de temps, d'argent et d'énergie, qui trouvait sa cause et son explication dans l'inexpérience de bonnes volontés plus ardentes qu'averties. On ne fait pas du bien au petit bonheur et pour la seule raison qu'on est animé du désir d'en faire. Pour en faire avec

fruit, il faut en faire avec méthode, c'est-à-dire savoir, et avec précision, et le but que l'on poursuit et les meilleurs moyens de l'atteindre. La fondation, la direction des œuvres, la collaboration qu'on y apporte, soulèvent une foule de problèmes difficiles, ceux-ci d'ordre économique, ceux-là d'ordre pédagogique, d'autres d'ordre administratif, auxquels ceux qui veulent efficacement travailler au bien des autres ne sauraient sans dommage pour eux et pour les autres demeurer étrangers. Faute de compétence chez ceux qui prennent des initiatives, nous risquons de rencontrer des efforts dépensés en pure perte, d'avoir à déplorer des erreurs de tactique grosses de conséquences, de voir enfin tantôt les œuvres se nuire en faisant double emploi, tantôt échouer pour des raisons de conduite défectueuse ou de mauvaise gestion.

★
★

Si l'on trouve justes et vraies les quelques réflexions auxquelles nous venons de nous livrer on adhérera sans peine à un programme d'action dont nous ne pouvons donner ici que les idées directrices, sans vouloir en élaborer les articles.

A notre avis, il convient que l'action catholique demeure paroissiale et diocésaine, qu'elle ne soit pas uniquement charitable et tienne compte des besoins intellectuels du pays, qu'elle s'étende enfin à tous les intérêts religieux et nationaux et que, sans les omettre ou les négliger, elle ne s'arrête pas à la seule revendication de nos libertés confessionnelles.

Reprenons maintenant chacun de ces trois points en les éclairant de quelques remarques.

L'action catholique doit être, disons-nous, paroissiale et diocésaine. Pour que cette formule soit comprise dans toute sa valeur, elle doit être acceptée avec tout son sens.

Elle signifie en premier lieu que, la paroisse et le diocèse étant le cadre providentiel dans lequel vit et se développe l'Eglise dont nous sommes les fils, c'est autour du curé et de l'évêque que nous devons nous grouper. Elle veut dire ensuite que, le curé et l'évêque étant nos seuls chefs légitimes, c'est auprès d'eux que nous devons prendre le mot d'ordre. C'est sous leur direction qu'il faut marcher, c'est d'accord avec eux qu'il faut agir.

Notre langage paraîtra tout simple à ceux qui voudront bien ne pas oublier que nous ne traitons pas ici d'action politique ou so-

ciale pure, mais d'action catholique, donc d'action proprement religieuse. Au demeurant, même en ces domaines souvent difficiles à délimiter où notre indépendance personnelle est plus grande, il reste à l'autorité religieuse un droit de contrôle sur notre conduite dont nous ne saurions lui récuser l'exercice. L'apostolat, pour être fécond, ne saurait prétendre à s'émanciper d'une tutelle nécessaire ; il faut qu'il reste sous la dépendance de ceux qui en sont responsables : le curé, l'évêque et le pape. Le laïc, le vicaire, le prêtre missionnaire sont des auxiliaires et ne peuvent ni se substituer, ni s'opposer à leurs chefs.

Cette manière de comprendre le rôle de chacun n'arrêtera pas les initiatives, parce que celles-ci seront toujours accueillies avec faveur, quand elles paraîtront bonnes ou possibles. Au demeurant, n'importe qui, n'ayant pas de responsabilité effective, ne peut se constituer le juge unique de leur opportunité. D'autre part, il est toujours permis à quiconque a qualité pour le faire, d'exprimer un avis ou de suggérer une mesure. Ce n'est pas toujours et nécessairement le curé ou l'évêque qui fournissent l'idée première d'une

œuvre et il n'est pas indispensable d'attendre leurs suggestions pour se lancer dans une entreprise. Ce qui importe, c'est de leur soumettre les projets que l'on médite avant de les réaliser, de se conformer à leur direction quand ils les ont approuvés, et de consentir à attendre ou à abandonner quand ils l'ont conseillé ou demandé. Le cadre paroissial et diocésain est assez souple, en définitive, pour que chacun puisse s'y mouvoir à l'aise, si son zèle est fait d'autant de générosité que de docilité.

Notre formule : action catholique avant tout paroissiale et diocésaine, implique aussi, de notre part, une bonne volonté générale préexistante de nous mettre à la disposition de l'autorité religieuse, quand celle-ci fait appel à notre concours. Quel fidèle osera, sans raison grave se refuser à donner la collaboration qu'on lui demande ? Soyons prêts simplement à rendre tous les services qu'on réclame de nous, toutes les fois que nous le pouvons, même si, pour le faire, il faut nous gêner un peu, voire beaucoup.

Ce sens des droits de la hiérarchie est, dans les œuvres et dans l'apostolat, une condition essentielle de succès. Sans lui, on travaille en

franc-tireur, on risque de se heurter à mille oppositions et l'on s'expose à créer des divisions qui sont des déperditions de force et d'influence.

Gardons-nous de ne vouloir, à tout prix, que nos œuvres à nous, dépendantes, et pour leur direction et pour leurs ressources morales et financières, de notre seule personne ; elles pourraient bien périr avec nous ou ne servir — et momentanément — que notre propre gloire. A la longue, elles deviendraient stériles. Ne bâtissons pas, à côté de l'église paroissiale ou de l'action diocésaine de petites chapelles closes, qui resteraient en dehors de la vie commune et de l'organisation générale. Vouloir faire bande à part, c'est favoriser l'esprit d'exclusivisme, qui entraîne avec lui le dédain pour ceux qui ne sont pas de la « Confrérie », ruine la charité et disperse les efforts. Toute action, pour être efficace, a besoin d'être disciplinée et concertée.

Nous avons déjà parlé de ces congrès paroissiaux, cantonaux et diocésains, de ces réunions d'associations diverses, qui, jusqu'à la veille de la guerre, ont éveillé, puis fondu les bonnes volontés. Ce que nous leur devons déjà nous permet de présager ce que nous leur devons encore, s'ils retrouvent bientôt

leur puissance de conquête et d'expansion. Ils ont commencé de renaître, à Paris par exemple, et l'on sait qu'ils ont porté des fruits. La tâche doit être reprise, et poursuivie, pour que les résultats en soient stables et solides et que ces assemblées finissent par former, par-tout, des organismes excitateurs et régulateurs de l'action catholique.

Cette action, nous la souhaitons aussi, en même temps que paroissiale et diocésaine, non seulement charitable et soucieuse de prévenir et de panser les plaies sociales, mais encore orientée vers la satisfaction des besoins intellectuels du pays.

Si nous nous permettons d'attirer l'attention sur cet aspect particulier de l'effort catholique, ce n'est pas, croyons-nous, sans quelques bonnes raisons. L'Évangile les a résumées toutes, d'avance, en cette réponse, toujours utile à méditer, de Notre-Seigneur à l'odieux tentateur : « L'homme ne vit pas seulement de pain. » (Math., iv, 4.) Sans doute aussi, il se pose dès maintenant des problèmes d'ordre économique qui sont fort angoissants et bien malaisés à résoudre. Ils se présenteront à nous, dès l'après-guerre, avec une terrible acuité et nous aurons fort à faire

pour instaurer, dans la vie sociale, tout le respect possible de la justice et du droit ; la besogne qui, de ce chef, nous incombera sera lourde et ce serait folie soit de le nier, soit de se refuser à y penser à l'avance. Sans doute enfin, nous aurons d'affreuses ruines à réparer, des églises à bâtir et des villes à reconstruire et il nous le faudra faire avec un sens averti du solide et du confortable, avec un souci artistique constant. Mais, le faisant ou l'ayant fait, n'omettons pas le reste ; mais, en le faisant, tenons compte du reste et songeons à l'aliment intellectuel nécessaire à toutes les catégories de nos concitoyens, celui qui se dispense par la parole, par la presse, par le livre, par l'enseignement sous toutes ses formes et à tous ses degrés. Les besoins spirituels des âmes, pour être moins visibles et moins criants que les autres, pour paraître même, au regard de l'observateur superficiel, moins pressants, n'en sont pas moins réels.

Volontiers, mais sous forme de boutade, on oserait dire, après avoir réfléchi : « A quoi bon des églises somptueuses, si personne n'y doit entrer ! » Il est évident qu'il faut commencer par donner un cadre à la paroisse en la dotant d'un édifice religieux décent, com-

mode, simple et avenant, bâti selon les lois les plus parfaites d'une esthétique très sûre. Mais, à côté de l'Eglise, n'oublions ni la maison d'école, ni la salle d'œuvres, ni les autres bâtiments d'une cité paroissiale, et pour que les édifices bientôt soient remplis, ne négligeons l'entretien et l'emploi d'aucune des armes de la propagande intellectuelle et morale.

Au sortir de la longue crise que nous traversons, les esprits souhaiteront la lumière et chercheront une direction. Si nous ne répondons pas à leur attente, si nous ne nous appliquons pas à un vigoureux travail de refonte et de conquête des consciences, notre charité matérialisée restera vaine et les lois sociales les meilleures seront sans effet durable. Pour que les leçons religieuses et morales de la guerre ne soient pas perdues, il faudra qu'elles soient, au lendemain de la paix, illustrées et commentées.

Nous chercherons donc à répandre plus largement que jamais autour de nous l'instruction religieuse, et à réserver une part importante de nos ressources à ceux qui travailleront à la diffusion de la vérité. En conséquence, nous ferons au clergé une existence décente, afin de le libérer du souci importun

du pain quotidien, nous assurerons à nos séminaires des revenus suffisants, nous renforcerons notre arsenal intellectuel et, donc, nos journaux populaires et nos revues savantes, nos œuvres de propagande et de missions intérieures tout autant que nos instituts techniques. La pensée catholique doit garder sa place d'honneur, et vivifier la pensée française. Elle est nécessaire à notre pays, tant pour lui-même que pour son bon renom à l'étranger. L'ère des controverses, autour des questions vitales de la philosophie, de la théologie, de l'histoire et de l'exégèse n'est pas close. On continuera de discuter partout où des hommes continueront de s'assembler, dans les parlements comme à l'atelier. Notre silence ou notre quasi-silence, faute des ressources matérielles nécessaires pour permettre à la pensée catholique de vivre en se manifestant, serait un désastre. Sachons le dire, à l'occasion, aux personnes généreuses : mieux vaut, en somme, un peu moins de statues polychromes dans les églises anciennes ou neuves et plus de chaires, savantes ou populaires, d'où s'envole partout la parole de vérité, et plus de plumes expertes, honnêtement rétribuées, pour la défense des principes chrétiens et la conquête des esprits.

Cette action catholique, enfin, ne convient-il pas qu'au lieu de se réduire à la seule revendication de nos libertés confessionnelles, elle s'étende à promouvoir tous les intérêts religieux, sociaux et nationaux ? Devant les membres de la Corporation des publicistes chrétiens, M. René Bazin a exposé et soutenu cette thèse dans une page très ferme, qu'on nous permettra de reproduire :

« Et d'abord, disait-il à ses confrères, gardez-vous bien de n'envisager que les revendications que nous avons à faire en faveur de la liberté des consciences, des œuvres, des ordres religieux et du culte. Si légitimes qu'elles soient, elles n'entrent que pour une part dans le souci que nous avons du bien public. Nous ne sommes catholiques que si nous cherchons ce qu'il y a de plus juste et de meilleur pour tout l'ensemble du peuple de France, et nous ne sommes dignes d'un tel nom que si notre charité s'étend à toutes les âmes, si notre esprit s'intéresse à des misères dont nous ne souffrons pas personnellement et à des progrès dont profitent d'abord les faibles, les non-protégés, les non-compris, les non-aimés, c'est-à-dire par définition, les premiers de nos frères. Il faut qu'en

vous lisant, il faut qu'en étudiant vos plans de réorganisation, les Français qui ne partagent pas entièrement notre foi religieuse ou qui en sont mal instruits sentent s'émouvoir en eux cette vertu de l'équité, qui est la sœur timide de la justice, et qu'ils disent :
« Nous ne pouvons pas méconnaître ces hom-
« mes qui ne pensent pas seulement à leurs
« propres souffrances, mais à toute la souf-
« france humaine et à la gloire de chez
« nous. »

Ces vues généreuses se justifient d'elles-mêmes, si l'on veut prendre la peine de les bien comprendre. Nous n'avons pas à taire notre droit ou à en faire bon marché, pour acquérir ainsi une popularité de mauvais aloi. Nous n'avons même pas à retarder indéfiniment l'heure où nous ferons entendre nos vœux si légitimes. Nous avons seulement, croyons-nous, à ne pas nous enfermer systématiquement dans nos revendications en en faisant les articles uniques de notre programme d'action catholique. Nous avons à ne pas prêter le flanc à la critique de ceux qui pourraient nous reprocher de ne songer qu'à nous, de ne parler que pour nous, de n'avoir en tête que nous et de nous considérer comme les seuls dignes d'être écoutés.

Prendre en main et plaider toutes les causes justes, ce n'est pas faire passer la nôtre au second plan, ce n'est pas, sous prétexte de contracter des alliances avantageuses qui pourraient devenir dangereuses, inaugurer l'ère des marchandages et des compromis, ce n'est pas faire bon marché de tout ce qui nous tient tant à cœur, c'est seulement s'inspirer de la charité la plus haute et ranger à nos côtés tous ceux qui ont de légitimes revendications à faire prévaloir. En montrant à ceux de nos concitoyens qui ne partagent pas notre foi que nous avons l'intelligence de leurs besoins, nous leur apprendrons peu à peu à avoir l'intelligence des nôtres. Nous le faisons, en ce moment, dans nos œuvres de guerre et nous ne pouvons pas dire que nous nous en soyons toujours mal trouvés. Si le catholicisme a reconquis dans l'opinion une part de sa popularité, s'il a repris, sur tant d'esprits, une aussi forte emprise, ne le devons-nous pas, pour une part, à notre patriotisme, à notre souci du bien commun; bref, aux vertus individuelles et sociales que nous pratiquons ? Combien ont commencé de rendre justice au prêtre en le voyant à l'œuvre et quel prestige le clergé français n'a-t-il pas gagné, en n'épargnant, au service du pays, ni

son sang, ni sa peine ! Si la providence a permis qu'il fût mêlé, comme un levain, à la masse et qu'il en partageât toutes les épreuves, ce doit avoir été pour lui rendre son influence moralisatrice et bienfaisante.

Tout en gardant, sur tant de questions où les principes catholiques sont en jeu, toute l'intransigeance nécessaire, tout en sachant ne rien oublier de ce à quoi nous avons droit, tout en le réclamant avec une calme fermeté, appliquons-nous à traduire toute la vie française pour en exprimer toutes les aspirations, parmi lesquelles le besoin de la paix religieuse est particulièrement ardent. Souvenons nous de ceux qui, parmi nos compatriotes, ne partagent pas notre foi ou restent indifférents à la voir opprimée, et de ceux aussi qui sont persuadés qu'elle doit être combattue. Ces états d'esprit existent. Il faut en tenir compte, parce que ce sont des faits sociaux et que ceux-ci ne se prêtérissent pas. Il ne sert de rien de s'irriter de leur existence ou de vouloir les escamoter. La sagesse exige que nous les considérions froidement, en eux-mêmes, dans leurs causes et dans leurs effets, et que, les ayant ainsi envisagés, nous les traitions comme ils doivent l'être en en tirant les conséquences qui en découlent.

Ce programme d'union et d'action, nous l'accepterons et nous le réaliserons dans la mesure où l'amour de l'Eglise croîtra dans nos cœurs. Un jeune sergent, qui combat encore sur le front d'Orient, écrivait récemment, dans une lettre à un ami : « Quand je pense à tout ce que nous avons souffert pour la Patrie, à tout ce que nous avons enduré pour elle, je me demande si nous ferions de même pour l'Eglise. » Et il ajoutait : « Désormais, il le faudra. » Sa remarque est juste. La guerre, par les vertus qu'elle nous a fait pratiquer, parfois malgré nous, nous a merveilleusement préparés à l'apostolat, parce qu'elle a donné à beaucoup, avec une vigueur morale plus grande, une compréhension plus exacte de leur devoir social et des besoins spirituels, moraux et matériels du siècle, et parce qu'elle a fondu la nation tout entière dans un même creuset de douleur et de sacrifice.

V

Nos Devoirs envers ceux qui ne partagent pas notre foi

De l'examen auquel nous nous sommes livrés des principaux devoirs qui incombent aux catholiques français, au temps présent, s'ils veulent travailler efficacement à préparer l'avenir réparateur, se dégagent déjà d'importantes conclusions.

En premier lieu, nous devons inscrire parmi nos résolutions, la volonté d'accroître, en chacun de nous, la valeur religieuse personnelle, nous promettre d'accorder le plus généreux concours à l'éducation chrétienne de la jeunesse et savoir nous unir, pour entreprendre un apostolat fécond.

En second lieu, pour que cette union et cette action se réalisent, il est nécessaire que la charité soit le ciment de notre union, et

l'amour de l'Eglise et de la Patrie, le ferment de notre action. Celle-ci enfin, nous la voudrions, pour les raisons que nous avons dites : paroissiale et diocésaine, compréhensive de tous les besoins religieux, intellectuels et sociaux du siècle, s'appliquant à tous les intérêts généraux du pays.

Mais cette action, pour répondre à son but, doit s'exercer sur ceux-là même qui ne partagent pas ou ne partagent plus nos croyances religieuses ou ont cessé de pratiquer le catholicisme. Elle doit être conquérante et pouvoir gagner à Jésus-Christ de nouveaux disciples.

Cette affirmation incontestable nous met en présence d'un problème ardu, celui de nos relations avec ceux qu'on a coutume de nommer les indifférents ou les adversaires de l'Eglise.

Comment nous comporter envers eux, si nous voulons empêcher les conséquences de leur influence et les rapprocher de la vérité jusqu'à la leur faire confesser librement et de plein gré ?

Deux principes, croyons-nous, qui se déduisent l'un et l'autre de l'esprit de l'Evangile et des enseignements traditionnels, pourront servir à régler notre conduite à leur

égard. On peut les énoncer ainsi : il y a pour tout catholique, un devoir d'amour envers ceux qui ne pensent ni n'agissent comme lui ; ce devoir d'amour, il se précise, à son tour, par la pratique, envers eux, de la justice et de la bonté.

I

L'expression : devoir d'amour, ne décèle-t-elle pas, de prime abord, chez ceux qui l'emploient, un fond incorrigible de dangereuse naïveté ? Aimer ceux qui n'ont pas la foi, ou qui l'ont perdue, ou qui en rougissent, ou qui la combattent, n'est-ce pas dire qu'il faut aimer l'incrédulité, l'indifférence, le péché, l'apostasie, le sectarisme ? L'ardeur de nos convictions catholiques, la douleur que nous ressentons au spectacle de tant de ruines accumulées par les ennemis de l'Eglise, ne nous entraînent-elles pas à répugner à un tel amour ? N'est-il pas impossible de nourrir des sentiments de bienveillance envers des hommes dont les uns sont sans courage pour confesser Dieu qu'ils adorent au fond de leur cœur, tandis que les autres luttent, de toutes leurs forces et par tous les moyens, contre le Christ et contre la Croix ?

Quelques-uns, parmi nous, déclarent parfois qu'ils ne peuvent ressentir, vis-à-vis d'eux, que rancune et colère, et souhaiter leur défaite ou leur punition, parce qu'ils ont toujours présents, devant les yeux, et le mal qu'ils ont laissé faire et celui qu'ils ont fait. Ils se refusent, pour cette raison, à ne paraître que jouer le rôle de brebis plaintives, toujours condamnées à être mangées par les loups. L'intransigeance et l'attitude agressive leur semblent nécessaires. Ils en viennent ainsi volontiers à considérer comme d'éternelles dupes, voire comme d'inconscients complices de l'ennemi, ceux qui préconisent une autre politique.

S'ils persistent à parler ainsi, ne serait-ce pas faute d'avoir compris et la véritable signification et les limites de la formule : aimez vos adversaires, aimez ceux qui vous persécutent ?

Cet amour, en effet, pourquoi ne pas s'expliquer une bonne fois et sur ce qu'il est et sur ce qu'il n'est pas ?

Il est évident, par exemple, que nous n'avons pas à aimer ceux qui ne pensent pas ou n'agissent pas comme nous *parce qu'ils ne pensent ni n'agissent comme nous, mais mal-*

gré cela. Ce qui, si justement, nous indigné ou nous déplaît en eux ne peut pas être la cause de notre amour pour eux. En fait, c'en est l'obstacle. Nous n'avons pas le devoir d'aimer en eux leur indifférence, leurs erreurs, leur respect humain, leur apostasie, ni, enfin les conséquences de tout cela, pas plus que nous n'avons le devoir d'aimer en nos frères croyants, ou en nous, leurs fautes, leurs péchés ou les nôtres. Bien plus, de même qu'il nous est imposé par la loi morale de combattre en nous et chez nos frères croyants tout ce qui est contre Dieu et contre la vérité, de même il nous est ordonné de le combattre chez les autres et hors de nous.

Ce que nous devons et pouvons aimer, en nous et dans les autres, c'est l'âme immortelle, fille et créature du Dieu tout bon et tout-puissant, pour laquelle Jésus-Christ a consenti le sacrifice de la Croix. Il s'agit, en somme, pour nous, d'apprendre à aimer les hommes, amis ou ennemis, qu'ils le soient d'ailleurs de notre foi ou de notre patrie, comme nous devons apprendre à nous aimer nous-mêmes, en Dieu et pour Dieu.

Cet amour, fondé tout entier sur des motifs surnaturels, n'a pas à être confondu avec

l'élan spontané des sympathies et des antipathies instinctives. Au demeurant, il faut le considérer comme un triomphe permanent et douloureux de la grâce sur la nature, et comme une victoire sur des attirances ou sur des répugnances excusables, mais condamnables. C'est un état d'esprit auquel on n'accède qu'en mettant au-dessus de tout le bien suprême et le salut des âmes.

Tout le malentendu ne viendrait-il pas d'une confusion trop répandue encore sur la vraie portée des démarches commandées par l'amour ? Pour beaucoup, ce sentiment demeure synonyme de flatterie, de concession et d'abdication aveugle. Ils l'entendent dans le même sens que les romanciers et en font une forme d'esclavage. Et pourtant, la plus grande preuve d'affection sincère qu'un homme puisse donner à un autre, n'est-elle pas d'avoir le courage de lui résister, quand il est sur le point de mal faire ? Celui-là seul a le droit de dire qu'il aime qui combat, en celui qu'il aime, tout ce qui est contraire à l'intérêt bien compris de ce dernier. En fait, nous nous aimons ainsi nous-mêmes, toutes les fois que nous contrecarrons en nous les poussées perverses. Résister à une tentation et la vaincre,

se mortifier et se punir, c'est s'aimer soi-même comme Dieu veut qu'on le fasse. De même, quand un éducateur s'oppose aux folles idées d'un enfant, quand il le réprimande et s'il le faut, à contre-cœur, mais vigoureusement, le châtie, nous disons qu'il l'aime. S'il fait le contraire, nous lui reprocherons de le gâter, employant, pour traduire son erreur et signaler les conséquences qui en découleront, un terme de la langue aussi exact qu'expressif.

L'amour que chacun doit à ses ennemis n'est, en définitive, que celui-là, celui qui prend, au besoin, contre l'intéressé, son parti, pour le sauver de lui-même et le guérir. Il est doux et fort, il n'est pas doucereux et lâche. Il n'exclut pas la lutte contre l'erreur, il la commande. Loin d'impliquer des concessions, il exige qu'on n'en consente aucune par faiblesse. S'il autorise à temporiser, il ne permet jamais de céder, quand quelque chose d'essentiel est en jeu. Il s'enveloppe de prudence; il ne se résout pas en reculade.

C'est bien en ce sens, croyons-nous, que doit être entendue la parole du divin Maître : « Je ne veux pas la mort du pécheur, mais qu'il se convertisse. »

Le châtimement lui-même, s'il faut y arriver, ne doit être, dans l'intention de celui qui l'applique, qu'une forme supérieure, mais douloureuse, de l'amour. Le difficile, alors, c'est d'agir de telle manière que, dans la façon même dont il est infligé, apparaisse l'amour qui l'impose. Il ne doit prendre figure ni de vengeance ni de représailles ; il ne s'en doit dégager aucune impression de haine ; ce doit être l'effet, soit d'un acte de légitime défense, soit d'une volonté de salut envers celui contre lequel on sévit et que l'on frappe. Ce dernier se refusera souvent à voir les choses sous ce jour ; faisons en sorte, du moins, que le témoin impartial qui regarde et juge, ne puisse lui, s'y tromper et qu'une heure vienne où le coupable lui-même, enfin désabusé, nous donne raison et nous remercie.

On nous permettra de citer ici, à l'appui de ces dires, une belle page d'un jeune poète italien, Giosué Borsi, tombé au champ d'honneur, le 10 novembre 1915, à Zagora, sur le Mont Cucco. Peu de temps après sa conversion, dans un manifeste qu'il intitulait lui-même : *Testament spirituel*, il osait écrire :

« Défie-toi de l'incontinence et de ses périls, garde-toi de la violence et de l'aveuglement,

mais surtout méprise et combats sans trêve, chez toi et chez les autres, la malice abjecte, ce fruit répugnant et vénéneux de l'envie et de l'orgueil. Combats-la sans pitié, et hais-la de tout ton cœur ; poursuis-la avec fureur, avec indignation, avec l'arme du ridicule ; flétris-la, raille-la, écrase-la toujours avec un courage indomptable, sans descendre à des accommodements, sans jamais transiger. C'est le privilège de la vérité d'être gaie et innocente comme un enfant, courageuse et inexorable comme un archange. Mais aime les hommes tendrement, aime-les avec humilité, avec confiance, sans défiance ; aime-les comme toi-même ; excuse-les obstinément, efforce-toi de les comprendre et de leur trouver les justifications les plus ingénieuses (1). »

Au reste, cet amour surnaturel envers ceux qui ne pensent ni n'agissent comme nous, nous le pratiquons, presque sans le systématiser, dans les circonstances ordinaires de la vie, et nul ne songe à nous en blâmer ni à nous faire, pour cette raison, un procès de libéralisme. Nous avons tous, dans notre entourage, des parents ou des amis qui vivent

1. Voir dans le *Correspondant*, 10 janvier 1917, Alexandre Masseron, *Un poète italien tué à l'ennemi, Giosué Borsi*.

dans l'indifférence religieuse ou même se montrent hostiles à la foi catholique. Cependant, nous les aimons, comme ils doivent l'être, pour leur âme et pour Dieu, puisque nous prions et faisons prier pour eux, puisque nous travaillons à les « convertir », avec une douceur et une patience qui exigent de nous des prodiges de bonté et d'incessants sacrifices. Nous admirons l'épouse, la fille du sectaire ou du franc-maçon qui ne désespèrent pas de l'égaré et parfois, à force de ténacité et de secrètes souffrances, le ramènent à Dieu. Ici, les liens du sang et les relations sociales ne font que faciliter, en somme, à quelques-uns l'accomplissement de leur devoir. Nous louons le missionnaire qui combat l'ignorance et le paganisme en Asie ou en Afrique. Celui qui lutte contre ces mêmes erreurs sur le sol de la patrie et celui qui cherche à conquérir les esprits d'hommes qui ne sont pas de sa parenté, se conforment, en définitive, à des raisons d'agir qui découlent des mêmes principes.

Prenons un autre exemple. Nous faisons la charité aux pauvres, parce que nous les aimons, à cause de Jésus-Christ. Il ne vient à l'idée de personne de prétendre que c'est la misère elle-même, qui est un mal, et ses sui-

tes fâcheuses, que nous aimons. Tout au contraire, nous détestons la misère et ses conséquences et c'est parce que nous aimons ses victimes que nous voulons les arracher au fléau. Celui-ci est notre ennemi et l'obstacle à renverser et non ceux qu'il tient sous son joug, que nous voulons sauver.

Or, il est clair que l'indigence spirituelle est pire encore et plus désolante que l'autre, puisqu'elle met en danger la vie éternelle, qui vaut mieux que la vie présente. Puisqu'il en est ainsi, il ne nous est pas permis de nous laisser émouvoir par la seconde au moment même où nous refusons d'avoir pitié de la première. Il faut voir Jésus-Christ dans le pauvre, même dans celui dont le triste état est un fruit de ses fautes. Malgré qu'il soit coupable, ce dernier, oserons-nous le haïr et lui refuser du pain et ne tenterons-nous rien pour lui venir en aide ? De même, il faut voir Jésus-Christ dans cet autre pauvre qu'est le pécheur, l'indifférent, l'incrédule, l'adversaire de l'Eglise et de la Foi, et, à cause de Jésus-Christ, s'inquiéter de son âme et de son salut.

Plus grand sera notre amour de Jésus-Christ, plus profonde sera notre haine du mal

et plus sera ardent notre amour de celui qui le commet.

Accroissons en nous la charité, par l'accroissement en nous de la foi. Etendons notre charité à toutes les misères, aux spirituelles comme aux matérielles. Ainsi peut s'exprimer, en une formule brève, la règle de notre devoir d'amour.

II

Cette thèse acceptée, la vraie difficulté commence. Comment assurer en effet la pratique et le respect de ce devoir d'amour dont l'existence ne saurait être contestée ? Il s'agit de vaincre l'erreur et d'en guérir celui qui la professe sans rien donner à l'erreur et sans blesser, dans son âme, celui qui y adhère. Il faut trouver le moyen d'offrir à qui en a besoin la preuve de cet amour surnaturel et désintéressé que nous avons décrit sans trahir, en aucune manière, les droits de la Vérité. Bref, il faut amener à se déjuger un homme qui a des passions, peut-être des partis pris, lorsque l'on a tant de peine à se garder soi-même de ses propres entraînements.

Nos armes seront, avec la prière, la justice et la bonté.

Sur ce devoir de la prière pour les incrédules et les pécheurs, nous pouvons être bref, parce que la cause est entendue. Tout ce que nous voulons faire remarquer, c'est que les Souverains Pontifes ont souvent insisté sur la nécessité de ce moyen d'action et sur sa valeur d'efficacité, sans que le peuple catholique ait toujours unanimement répondu à leur émouvant appel. Il y a donc encore lieu, sur ce point, d'exciter le zèle des fidèles et de les entraîner à multiplier, individuellement ou en commun, leurs supplications. Les exercices annuels de la neuvaine au Saint-Esprit, les cérémonies en l'honneur du Sacré-Cœur, les retraites pieuses et les assemblées de confrérie en pourront fournir aisément l'occasion.

Quant à la justice et à la bonté, nous les pratiquerons d'abord par l'effort que nous consentirons pour **comprendre ceux** qui r pensent ni n'agissent comme nous.

Comprendre a ici un sens qu'il importe de préciser. Il ne saurait être question, sous prétexte de les « comprendre », de sympathiser avec des erreurs que nous réprouvons, ni de s'évertuer à trouver, à toute faute, des circonstances excusantes qui nous la feraient pardonner. Les esprits trop accueillants à toute doctrine ne font que donner des preu-

ves de leur faiblesse, et les gens trop indulgents aux écarts de conduite ne tardent pas à devenir des dupes. Les prétendus « esprits larges » qui se font un faux point d'honneur de tout amnistier sont des aveugles et des sourds qui ne veulent ni voir, ni entendre, et que méprisent, en les flattant, ceux qui exploitent leur naïveté.

Nous ne voulons pas non plus que, s'emparant de cette idée qu'il faut chercher à « comprendre » l'incrédule et le pécheur, certains n'importe qui, sans préparation intellectuelle ou morale, lisent n'importe quoi et fréquentent les pires milieux. Nul n'a le droit de s'exposer volontairement au danger de perdre la foi ou d'aventurer sa vertu. « Charité bien ordonnée commence par soi-même » et il est des devoirs de préservation personnelle et collective auquel il faut être rigoureusement fidèle. Quelque combat que l'on engage, il ne faut jamais s'y présenter désarmé.

L'œuvre de compréhension à laquelle il convient de convier les catholiques, ne doit ressembler en rien à une démarche téméraire ou à une indulgence souriante et molle ; c'est une opération raisonnable et réfléchie en même temps que prudente et équitable. Elle consiste à vouloir se rendre un compte exact

des chemins que l'incrédule et le pécheur ont pris, pour arriver à savoir clairement le point précis où, cessant de suivre la bonne route, ils se sont engagés dans l'autre.

C'est facile, dira-t-on, car tout se peut expliquer par l'ignorance ou par l'entrée en jeu de quelque passion. Nous n'y contredisons pas. On remarquera seulement que ces données générales vraies sont insuffisantes. Elles ne vont pas assez au fond de la question. L'ignorance, comme les autres forces démoralisantes qui ont agi, ont, à leur point de départ, des causes concrètes qu'il est nécessaire de connaître. Elles sont en corrélation avec un milieu et des faits qui ont besoin d'être étudiés de près et analysés avec soin pour qu'on puisse opposer, au moment propice, à leur influence mauvaise, la bonne influence qui l'emportera.

C'est là, objectera-t-on encore, besogne professionnelle d'apologiste. L'observation est juste, à condition qu'on n'en exagère point la portée, car il est incontestable que, dans une société mêlée comme la nôtre, c'est un peu tout le monde qui se trouve amené à jouer, plus ou moins, le rôle d'apologiste. Nous n'avons pas le pouvoir de décréter, d'un trait de plume, la séparation entre des hommes

que les circonstances forcent à vivre ensemble. Ce que nous pouvons et devons faire, c'est de nous mettre tous en garde contre les dangers qui nous menacent et de les éviter, mais aussi de nous tenir prêts à les combattre, quand il le faut, de manière à en triompher.

Le moyen le meilleur d'y parvenir, c'est, évidemment, la diffusion la plus large possible d'un solide enseignement religieux. Si nous voulons préserver les fidèles de l'erreur, nous sommes dans l'obligation de fournir à leur foi des bases solides. Si nous voulons reconquérir beaucoup d'ignorants et d'adversaires, nous sommes encore dans l'obligation de mettre à leur portée des exposés clairs, simples, cohérents du catholicisme. C'est souvent faute de posséder des notions exactes sur notre religion que certains s'en écartent après l'avoir pratiquée ou que d'autres se refusent à y adhérer. Les difficultés intellectuelles ne sont pas toujours des prétextes inventés après coup, pour excuser ou couvrir des fautes de conduite.

Mais cet enseignement religieux a besoin d'être adapté aux préoccupations actuelles des consciences et des esprits. Les catholiques ne seront compris de ceux auxquels ils s'adres-

sent que s'ils les ont d'abord compris eux-mêmes. Ceci revient à dire que la compréhension dont nous parlons ici est une intelligence acquise par l'étude et l'observation du monde d'aujourd'hui, tel qu'il est, avec ses aspirations si complexes et ses souffrances si variées. Il ne sert à rien de le condamner en bloc et de le réprouver d'un mot. Il importe de discerner vers quoi il tend, pourquoi c'est vers tel but qu'il tend et par quelle voie il y tend. Une de nos faiblesses, c'est de faire, inconsciemment, envers ce monde, figure de mécontent. Il est loin de donner à l'Eglise tout ce à quoi l'Eglise a droit. Ce n'est pas une raison pour le repousser d'un geste brutal. Si les premiers apôtres l'avaient fait, ils n'auraient pas conquis Rome et les barbares. Ne faisons pas les dégoûtés devant les temps modernes, ne nous jetons pas dans leurs bras avec enthousiasme ; étudions-les avec équité, animés du désir de les voir tels qu'ils sont, meilleurs peut-être, au fond, que ne l'indiquent les apparences.

L'adaptation dont il est ici question, on le sait, ne s'amalgame d'aucune diminution de la vérité. Prêcher un catholicisme édulcoré, à seule fin qu'on l'accepte, ne saurait être le fait d'un vrai fils de l'Eglise. Nous n'avons pas

à paraître serfs et esclaves des préjugés du jour et d'un jour. Nous n'avons pas à proclamer une foi bâtarde, honteuse d'elle-même, et qui serait une contrefaçon, mais à enseigner, à affirmer, et à vivre intégralement, le dogme et la morale de l'Eglise éternelle et ce, sans atténuation, sans réticences, sans silences calculés, sans souci d'amadouer ou de plaire. Cette intransigeance nécessaire, qui a fait notre force, s'accommode pourtant du sens, nécessaire aussi, des opportunités. Certains pensent : est opportun ce qui flatte sans choquer. Nous pensons et nous disons : est opportun ce qui apporte une réponse aux questions qui troublent les esprits et tourmentent les âmes. De ce chef, il n'est pas un dogme catholique, il n'est pas une prescription de notre morale, qui ne se présentent comme riches d'une splendide opportunité. Le tout est de savoir mettre en valeur le point par où cette opportunité éclate, pour l'offrir, comme une puissance attirante, à ceux qui cherchent et se sont égarés en cherchant.

Le tout est de savoir aussi ce qui répugne, dans cette foi que nous voulons faire aimer et pratiquer, non pas pour l'escamoter, mais pouvoir montrer à qui s'arme de telles répugnances que ce qu'il repousse, il ne le re-

pousse que pour s'en être fait d'abord une fausse idée.

L'apostolat, parmi les incrédules, quelque forme qu'il revête, exige donc, avant tout, de la part de ceux qui l'entreprennent, la possession d'une foi solide et éclairée et la compréhension des états d'esprit adverses. Les catholiques ne pourront s'y livrer avec des chances sérieuses de succès que s'ils se sont libérés de trop de jugements simplistes et tout faits que l'on porte trop souvent, parmi eux, par routine et manque de réflexion, sur l'incrédulité et ses causes. L'hostilité ou l'indifférence vis-à-vis du catholicisme ne s'expliquent pas sommairement par quelques axiomes sur la violence des passions humaines ou sur la mauvaise foi de quelques adversaires. Nous ne sommes pas en face d'un ramassis incohérent de prétextes à ne pas croire et ce n'est pas par un arbitraire de mépris que l'on condamne ceux qui ne croient pas ou ne croient plus.

N'est-ce pas là ce que voulait dire Mgr Julien, le nouvel évêque d'Arras, quand il écrivait récemment, dans son mandement de prise de possession de son siège : « Nous savons que tous les errants ne sont pas des égarés volontaires, qu'il en est qui souffrent de

bonne foi et souffrent de n'avoir pas encore trouvé. Nous savons mieux encore les adorables patiences de la grâce divine et nous voulons voir dans l'incroyant d'aujourd'hui le croyant possible de demain et même nous attendrions, s'il le fallait, le persécuteur sur le chemin de Damas (1). »

N'est-ce pas là aussi le commentaire de cette parole de Notre-Seigneur : « Tu n'éteindras pas la mèche qui fume encore ; tu n'achèveras pas le roseau à demi brisé. »

Pour nous conformer à l'esprit de l'ordre évangélique, nous nous ferons donc un devoir de chercher à comprendre les états d'âme de l'incrédule et à en découvrir les causes. Nous nous efforcerons en même temps d'extraire de ses erreurs la part de vérité qu'elles peuvent renfermer. Tout n'est pas intrinsèquement mauvais dans les aspirations contemporaines et le vrai et le faux, parfois, y sont étrangement mêlés. Ces bribes de vérité, commençons par les souligner et les mettre en évidence, afin de trouver là un terrain commun pour engager la conversation avec qui ne pense pas comme nous. C'est, en

1. *Lettre pastorale de Mgr l'Évêque d'Arras, à l'occasion de la prise de possession de son siège.* Imprimerie Paul Gaultier, 23, rue des Vieillards, Boulogne-sur-Mer, 1917.

somme, appliquer une loi de toute bonne controverse que d'aborder l'adversaire en lui disant : « Voyons d'abord ce que nous admettons les uns et les autres ; constatons ce qui nous unit ; nous saisirons mieux ensuite ce qui nous divise. Que voulez-vous que nous voulons aussi ? Où sont ceux de vos buts qui sont aussi les nôtres ? Ceux de vos moyens que nous pouvons employer avec vous ? »

Cette besogne bien faite crée les sympathies nécessaires à tout échange de vues et déblaie le terrain pour les discussions prochaines. Elle ne mène pas à dire : « Faisons abstraction, vous et nous, de ce sur quoi nous ne nous entendons pas. » Elle n'entraîne pas à conclure : « Taisons nos divergences, et qu'il en soit fait bon marché. » Elle doit nous faire aboutir à savoir où nous en sommes les uns vis-à-vis des autres, sans faire de nous ni des gens qui veulent s'entendre à tout prix, ni des gens qui ne veulent s'entendre à aucun prix.

« S'entendre » comme tout à l'heure « comprendre » est encore un terme qu'il faut expliquer. Les partis politiques pratiquent, pour leur intérêt commun, des coalitions passagères, qui se nouent grâce à des silences consentis et à des concessions réciproques. Ce

sont des alliances d'un jour, et ce n'est pas ce que nous pouvons et devons désirer, en matière de relations avec ceux qui ne pensent pas comme nous. Notre entente ne peut aboutir qu'à marquer les positions et à préciser des points de départ.

C'est un devoir pour nous, que commande la justice, d'adhérer au vrai, partout où nous le rencontrons, et de promouvoir le bien, chaque fois que c'est possible. Faisons-le au moins théoriquement, sans nous aventurer à l'aveugle à consentir des collaborations pleines de danger. Faisons-le de façon à pouvoir montrer à ceux qui nous combattent que l'idéal pour lequel ils luttent ne rencontre, en fait, d'autre obstacle que celui que créent les erreurs qu'ils professent. C'est au nom même de leurs principes et de leurs aspirations que nous pouvons nous élever contre eux, toutes les fois que ces principes sont bons et que ces aspirations sont justes. Si les principes sont mauvais et les aspirations chimériques, nous pouvons et nous devons le proclamer, en nous appuyant pour le faire sur cette soif de vérité et sur cette volonté de bonheur qui persistent toujours à l'intime de toute conscience humaine.

Au programme des revendications des peu-

ples rangés sous les drapeaux de l'Entente sont inscrits le rétablissement de la Justice dans les relations internationales et le retour au Droit des gens. Ces vues sont catholiques. Nous les avons faites nôtres et nous sommes persuadés qu'elles demeureront irréalisables, tant que les lois de la morale catholique ne régleront pas les rapports des nations et des individus. C'est à soutenir cette thèse que nous devons nous appliquer et c'est l'intérêt apologétique du rôle joué par un cardinal Mercier, par exemple, qu'on y peut voir un prince de l'Eglise s'appuyer sur le catholicisme pour mettre en évidence lumière le bon droit de la cause qu'il défend.

On peut déterminer, vers le catholicisme, une sorte d'attrait dans les esprits et dans les cœurs, le faire aimer de ceux qui l'ont combattu et souhaiter vrai de ceux qui le repoussent, sans verser, pour autant, dans le libéralisme doctrinal ou pratique. Nous reconnaissons que ce n'est pas toujours facile. On nous concédera bien que c'est possible, à condition que le dernier mot soit à l'Eglise infaillible et que la prudence et l'obéissance règlent les entreprises de conquête de chacun.

On peut réclamer des réformes sociales en se garantissant du socialisme, en prenant des

sûretés vis-à-vis des erreurs qu'il professe et en faisant voir, dans ces erreurs mêmes, l'obstacle à ces réformes.

C'est à nous, en maints domaines d'action, de ne pas arriver bons derniers et comme paraissant à la remorque des autres. C'est à nous de dégager notre originalité en nous posant carrément tels que nous sommes, sans viser à faire figure de gens « avancés » et en nous garant des surprises de la surenchère. Il y a danger aussi à rester en arrière et à laisser les questions se débattre et se régler sans nous, ce qui revient à dire qu'elles se régleront contre nous.

Comprendre l'incrédulité, extraire des erreurs la part de vérité qu'elles renferment, quand elles en contiennent, ce sont là des actes de justice. La bonté et la justice exigent aussi que nous n'employions dans la lutte que des moyens qu'approuve la plus rigoureuse et la plus scrupuleuse honnêteté.

Parmi les plaintes légitimes que nous faisons entendre, il en est une qui revient souvent sous la plume des catholiques. Certains procédés d'attaque dont on use à notre égard, dans la presse et dans les relations sociales, nous émeuvent et nous scandalisent, parce que, s'ils sont de bonne guerre, ils ne sont

pas de bonne foi. Si nous voulons que l'opinion se range de notre côté, après avoir flétri et démasqué ces manœuvres, n'y ayons jamais recours, et ne craignons pas de désavouer ceux des nôtres qui se risqueraient à employer ces armes déshonorantes. La vigueur contre les doctrines s'allie à merveille, quand on le veut, avec le respect pour les personnes qui les professent. Il est des hypocrites qu'il faut confondre et des sophistes dont le crédit doit être ruiné. Ce but peut être atteint sans l'emploi de paroles dissonantes. A la longue, le public que flattent les disputes nous rendra justice. Si nous voulons qu'on cesse de prêter une oreille complaisante aux accusations dont on nous abreuve, efforçons-nous de désaccoutumer lecteurs et auditeurs, d'une certaine forme âpre et méchante où tombent si souvent discussions et polémiques.

Telle est d'ailleurs la ligne de conduite que préconisa maintes fois et que suivit toujours le cardinal Mercier. « Expliquant un jour, écrit M. Georges Goyau, que la libre-pensée athée est incapable de sauvegarder la moralité et qu'elle a perdu ses titres à la répression du crime, il se hâte d'ajouter : « J'ai visé
« les doctrines et me défends de juger ceux
« qui en sont imbus ou qui les préconisent.

« L'homme qui s'égare vaut toujours mieux
« que ses principes, parce qu'il y a dans la
« conscience, un frein naturel qui empêche
« l'homme d'aller jusqu'au bout de la logi-
« que de son erreur. Par contre, le disciple
« de la vérité est toujours inférieur à son pro-
« gramme parce qu'il y a, dans le cœur de
« l'homme, des convoitises mauvaises qui, si
« elles ne sont pas combattues, paralysent la
« volonté et la retiennent au-dessous de l'idéal
« auquel elle aspire (1). »

Rien n'est plus vrai. Au reste, frapper fort n'est pas synonyme de frapper juste. Certain ton de raillerie et de persiflage ne remplace jamais un bon argument. Mettre les rieurs de son côté, pour un temps, c'est apparemment efficace ; une heure vient où ces mêmes rieurs, ayant réfléchi, jugent sévèrement ce dont ils s'étaient amusé et en découvrent la faiblesse. La loyauté, la générosité, la courtoisie, l'urbanité polie sont des vertus chrétiennes. Pratiquons-les les premiers afin que ceux qui ne les pratiquent pas ne puissent nous répondre en nous priant de nous gué-

1. Georges Goyau, *Le Cardinal Mercier*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 août 1917. — Cardinal Mercier, *Oeuvres pastorales*, t. II, p. 343.

rir nous-mêmes, si nous voulons avoir le droit de leur faire ensuite la leçon.

C'est encore le cardinal Mercier qui a écrit : « Lisez l'Évangile, le récit des Actes des apôtres, les lettres de saint Paul et vous serez, je crois, étonnés de la part minime faite par ces grands convertisseurs à l'attaque directe du mal, à l'offensive contre l'impiété. Leurs paroles sont, presque toutes, des paroles d'amour (1). » Comme le dit M. Georges Goyau : « La dialectique même, cette dialectique qui fit sa première gloire, est à ses yeux dépassée par la force probante de l'amour (2). »

Visons donc à instruire et à montrer à ceux que nous instruisons que nous les aimons. Ne soyons pas des négatifs, à la manière de ces journalistes qui ne comprennent la presse que comme un moyen de « taper » sur ceux qui ne partagent pas leurs idées et pour lesquels c'est un axiome que l'adversaire ne peut rien faire de bon, ou à la façon de ces prédicateurs dont toute la verve s'exerce, devant les fidèles, contre des absents auxquels on rapportera, déformés et exagérés, les propos tenus.

1. *Œuvres pastorales*, t. III, p. 169.

2. Georges Goyau, article cité.

Peut-être n'est-il pas opportun de toujours ferrailler. Il est des hommes néfastes auxquels des attaques violentes et quotidiennes ont fini par faire la réclame qu'ils souhaitaient et par donner une importance qu'ils n'avaient pas d'abord. Si certains silences sont coupables, certaines insistances sont dangereuses. Le jugement sur l'attitude à choisir est difficile. Au moins faut-il se garder d'une impulsivité qui risque d'aggraver le mal au lieu de le guérir et de faire trouver à un livre les lecteurs, à un homme les clients, qu'on avait l'intention de lui enlever.

Souvenons-nous aussi que le respect est une force et une nécessité sociale. Créer une atmosphère de mépris et de dénigrement, c'est, à la longue, diminuer l'autorité et avilir les fonctions. Là encore, la mesure s'impose et le tact est nécessaire.

C'est à savoir si notre tâche n'est pas, avant tout, de travailler à assainir l'air ambiant, en élevant peu à peu le niveau des préoccupations et des controverses.

Concluons. Un catholique doit avoir toujours présente à l'esprit la pensée du plus grand bien à promouvoir par tous les moyens dignes d'être employés. De tous ses actes, il

lui faut prévoir, autant que faire se peut, les conséquences. C'est pour cette raison que le souvenir de ceux qui ne partagent pas sa foi doit toujours l'accompagner, dans ses paroles et ses démarches, pour l'amener à évaluer par avance l'effet que produiront et ce qu'il aura dit et ce qu'il aura fait sur des âmes souvent ombrageuses et susceptibles. C'est pour cette raison aussi qu'il a besoin, par le recul de la réflexion, de contrôler ses impressions premières selon la règle des principes dont il se réclame. Les principes généraux de la charité chrétienne, le souci permanent de la justice et de la bonté sont nécessaires à qui lutte pour le vrai et pour le bien. Ce n'est qu'en y restant fidèle qu'il touchera, dans leur profondeur cachée, les consciences de ses frères et qu'il procurera le seul triomphe qu'ambitionne l'Eglise, la conquête des cœurs en vue du salut éternel des hommes.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.	5
I. — Quelques remarques sur l'état religieux de la France	9
II. — La réforme et le progrès de la Vie chrétienne.	25
III. — Le problème de l'Éducation.	52
IV. — Les relations des catholiques français entre eux. — Les conditions de l'Union. — Les conditions de l'Action	79
V. — Nos devoirs envers ceux qui ne partagent pas notre foi	129

Dans les Flandres , par Bertrand DE LAFLOTTE. Préface de M. le Bâtonnier HENRI-ROBERT. Un volume in-16, broché	3 50
L'Espagne et la Guerre , par X..., rédacteur au <i>Correspondant</i> . Un vol. in-16, broché	3 50
Fastes militaires des Belges , par Maurice DES OMBIAUX. Préface de M. Henri CARTON DE WIART, Ministre de la Justice. Un volume in-16, broché. . .	3 50
La Cloche «Roland» . Les Allemands et la Belgique, par Johannès JOERGENSEN.	3 50
Les Barbares à la Trouée des Vosges . <i>Récits des témoins</i> , par Louis COLIN. Préface de Maurice BARRÈS. Un volume in-16, broché, illustré	3 5
Le Drème de Senlis , par le Baron A. DE MARICOURT. Un volume in-16, broché, illustré.	3 50
La Résistance de la Belgique envahie , par Maurice DES OMBIAUX. Lettre-Préface de M. DE BROQUEVILLE, président du Conseil. Un volume in-16, broché . . .	3
Aux Armées d'Italie , par Jules DESTRÉE et Richard DUPIERREUX. Un volume in-16, broché.	1
Blessé, Captif, Délivré . <i>Mémoires de guerre</i> , par le vicomte Hubert DE LARMANDIE. Préface du général MALLETERRE. Un volume in-16, broché, illustré. . . .	3 5
Souvenirs d'un Otaé , par Georges DESSON. Préface de SERGE-BASSET. Un volume in-16 broché, illustré	2 50
Journal d'une Infirmière d'Arras , par Mme Emmanuel COLOMBEL. Préface de Mgr LOBBEDEV, évêque d'Arras. Un volume in-16, broché, illustré.	2 5
Reliques sacrées . <i>Lettres ouvertes sur des tombes</i> , par Louis COLIN. Un volume in-8, broché, illustré.	3 »
Les Chants du Coq Gaulois . Paroles et musique par Henri COLAS. Un volume in-8, broché.	4 »
Dans l'espoir de la revanche . Pages patriotiques de François COPPÉE. Préface de Jean MONVAL. Un vol. in-16, broché	3 50
Discours à l'Hôpital , par Frédéric MASSON, de l'Académie française. Un volume in-16, broché . . .	1 5.

MAJORATION temporaire : 30 % sur les prix marqués.

UNIVERSITY OF CHICAGO



48 431 732

1- 3432

BX

696705

1530

Beaupin

B4

Les Catholiques Français
et L'Après Guerre

300 1 1 184⁴

1- 3432

BX

696705

1530

B4



UNIVERSITY OF CHICAGO



48 431 732